

CONCLAVE, CENSURE : CE N'EST NI DANS LES SALONS, NI AU PARLEMENT QU'ON COMBAT L'OFFENSIVE PATRONALE

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, CAPITALISME BIEN RÉEL

RÉvolutionnaires

37 26 JUIN 2025 · 2€ · LE JOURNAL DU NPA-RÉvolutionnaires

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**La folie guerrière
de Trump,
Netanyahu et
Macron**

**C'est la barbarie
capitaliste
unissons-nous
pour
la stopper !**

ÉDITORIAL
**Vraie guerre
ou prétendue
paix : de la
Palestine à l'Iran,
stopper Trump et
Netanyahu !**

Deux semaines de bombardements massifs de l'Iran par l'armée israélienne, appuyés par ceux de l'armée américaine : destruction d'infrastructures, de sites nucléaires et d'habitats, des milliers de morts et de blessés, principalement en Iran, mais aussi en Israël. Et aujourd'hui, Trump et Netanyahu annoncent une « trêve » et un « cessez-le-feu ». Pour combien de temps ?

L'ORDRE IMPÉRIALISTE

Les États-Unis et leur bras armé sur place, l'État d'Israël, appliquent méthodiquement leur politique. Tous les régimes de la région et toutes les forces politiques ou militaires doivent se plier docilement à leur volonté. La moindre velléité d'indépendance est durement réprimée et ensevelie sous des déluges de bombes : Liban, Yémen, Syrie, et maintenant Iran, les armes israéliennes et occidentales amènent les différents États du Moyen-Orient à se soumettre. Israël en profite pour poursuivre et intensifier ses propres appétits colonialistes avec le génocide à Gaza et l'annexion de fait de la Cisjordanie.

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉvolutionnaires



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8 à 9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 13	VIE DU PARTI	p. 14	NPA JEUNES	p. 16
Editorial Vraie guerre ou prétendue paix : de la Palestine à l'Iran, stopper Trump et Netanyahu	Au Bourget, un marché d'armes à ciel ouvert	Ukraine : Poutine y poursuit sa guerre	INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, CAPITALISME BIEN RÉEL	Salon du Bourget : grève et manifestation contre les nuisances sonores des engins de mort	Ateliers SNCF de Quatre Mares (Rouen) : personne ne bossera dans ces conditions !	Après la réussite du 12 juin, continuer à donner de l'écho à la bataille pour la relaxe	Vague de chaleur en France, incendies en Grèce : notre planète brûle pour leurs profits				
Retailleau casse-toi, les gares ne sont pas à toi !	Mort d'un stagiaire de 15 ans	Face à Trump, la réponse s'organise	LIA capitaliste menace-t-elle nos emplois ?	ArcelorMittal, quelle que soit la revendication : comment l'imposer ?	NAO chez Ikea France : notice de l'exploitation patronale	Préparer la mobilisation du 10 juillet pour le rendu de jugement					
Conclave, censure : ce n'est ni dans les salons, ni au Parlement, qu'on combat l'offensive patronale	Deux ans après la mort de Nahel : toujours autant de raisons de se révolter !	Il y a quelque chose de pourri au royaume d'Espagne	De quoi parle-t-on ?	Exploitation débridée : La Poste condamnée pour manquement au devoir de vigilance	Stellantis Poissy et ses sous-traitants : Les travailleurs unis pour imposer des garanties	Sélection à l'université : la lutte pour le droit à étudier continue !					
Le Conseil constitutionnel aboie, le carnaval réactionnaire passe	Dissoudre un mouvement antifasciste : tout un symbole de la politique de Retailleau et du gouvernement	Sous les bombes, la paix ? Une vraie trumperie !	Une technologie très matérielle	Mineurs isolés de Rouen : la lutte jusqu'à la victoire !	Musées de Paris : les grévistes gagnent la première manche						
		En Palestine, Netanyahu continue le carnage	Un artifice produit par l'intelligence et le travail humains	Transports en commun lyonnais : les bus donnent de la voix, empruntons tous la voie des bus !	De Meo s'en va : un vrai plan de départ volontaire chez Renault !						
		Des voix iraniennes	Génocide high-tech	Loi renforcement de la sûreté dans les transports	Décret chaleur au travail : les patrons libres de faire suer						
		Contre le génocide, contre les guerres impérialistes	La fin du travail... ou celle du profit ?								

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

L'OPPRESSION AU NOM DE LA PAIX ET DE LA DÉMOCRATIE

Le prétexte de l'attaque contre l'Iran était de l'empêcher d'obtenir la bombe nucléaire, dont le développement avait repris depuis que Trump a rompu en 2018 l'accord de limitation sur le nucléaire iranien signé trois ans plus tôt. Mais aujourd'hui, dans la région, c'est Netanyahu, le boucher de Gaza, qui possède l'arme nucléaire ! Quant à Trump, il préside le seul pays qui dans l'histoire a utilisé cette arme, pour terroriser la population japonaise en 1945 ! Trump dit que « *l'Iran doit maintenant faire la paix* ». Quelle paix, quand ses prétdus défenseurs attaquent et bombardent eux-mêmes à tout-va ? En réalité, les auteurs de guerre d'aujourd'hui, Trump et Netanyahu, soutenus hypocritement mais bien réellement par Macron, ne craignent qu'une chose : la révolte des peuples.

QUI SONT LES TERRORISTES ?

Dans ses discours, Trump dénonce le « *caïd* » iranien qui « *soutient le terrorisme* ». Mais qui bombarde ? Netanyahu et Trump ! Ils parlent de « *libérer le peuple iranien de la tyrannie des mollahs* ». Foutaises. Car le génocide mené par Israël à Gaza ne « *libère* » en rien la population palestinienne de la « *tyrannie du Hamas* », elle est purement et simplement exterminée. Et qui oublie que c'étaient les États-Unis qui soutenaient la dictature sanglante précédente en Iran, celle du shah ? En 2001, en 2003, les États impérialistes ont bombardé l'Afghanistan et l'Irak au nom de la « *démocratie* ». Même chose avec le bombardement de la Libye décidé par Sarkozy en 2011. Aujourd'hui, c'est le chaos en Irak et en Libye, le retour des talibans en Afghanistan et la « *paix* » dans la région n'est, au mieux, qu'un répit entre deux offensives militaires.

DÉFENDRE ET ORGANISER L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DE NOTRE CLASSE

L'intervention directe des États-Unis au Moyen-Orient suscite beaucoup d'inquiétude. Mais aussi de la révolte. L'impérialisme, ce n'est pas seulement la guerre économique, c'est aussi la guerre tout court. Cette force des dirigeants impérialistes est aussi leur faiblesse. Chaque fois, l'objectif est de terroriser les peuples. Mais un réveil de la classe ouvrière en Iran pourrait être le début d'un soulèvement dans toute la région. Et même dans le monde... Il y a quinze jours, les dockers de Marseille, Gênes et Tanger ont montré l'exemple en bloquant l'envoi d'armes en direction d'Israël. La semaine dernière, des centaines de milliers de manifestants ont défilé dans les capitales européennes, ainsi qu'aux États-Unis pour dénoncer la guerre impérialiste au Moyen-Orient.

Refusons tout soutien aux dirigeants occidentaux, à commencer par Trump et Macron. À bas les guerres impérialistes au Moyen-Orient et partout dans le monde.

• 24/06/2025

Retailleau casse-toi, les gares ne sont pas à toi !

4000 flics en opération spéciale dans les gares pour rafler le maximum de sans-papiers. Voilà le déploiement dont Bruno Retailleau s'est vanté. Une opération raciste au sens strict. Car comment se vanter de cibler les migrants si ce n'est par des contrôles au faciès, basés sur la base de la couleur de peau ? Pas une nouveauté en République française. Retailleau n'est que le dernier des minables politiciens ayant décidé de faire du racisme leur fonds de commerce électoral.

APPRENTI FACHO

Donald Trump a ordonné depuis son élection des vagues d'arrestations de sans-papiers. Des travailleurs ont été arrêtés jusqu'à leur lieu de travail, dans le but d'être déportés. C'est l'origine du mouvement de révolte qui a embrasé Los Angeles en Californie. Un réflexe d'auto-défense de la fraction immigrée du prolétariat américain, soutenue par d'autres, pour refuser de se laisser intimider face à la police de l'immigration américaine (voir page X).

On imagine Retailleau, en petit apprenti facho, les yeux brillants devant ces opérations violentes et maltraitantes contre des milliers de personnes. Il ne lui restait qu'à tenter de répliquer le coup, à l'image de sa politique depuis son arrivée au ministère de l'Intérieur.

Depuis 1945, 118 textes de loi en tout genre ont légiféré sur l'immigration. La circulaire Retailleau du début de l'année n'était que la 119e de cette infâme liste. Une de plus, viant à pourrir encore plus la vie de milliers de personnes, précariser leur situation et renforcer leur stigmatisation.

REFUGÉES WELCOME !

La gauche s'est indignée de cette opération. C'est le minimum. Cette même gauche appelait il y a moins d'un an au « *barrage républicain* » contre l'extrême droite. Ces rafles « *républicaines* » montrent bien une chose : nul besoin que l'extrême droite soit au pouvoir pour que sa politique la plus crasse soit explicitement mise en œuvre.

Retailleau avait annoncé que ces opérations se mèneraient conjointement avec la SNCF. De nombreuses réactions syndicales, de la CGT cheminote ou de SUD Rail, ont appelé à refuser de participer d'une quelconque manière à ces rafles.

TRAVAILLEURS



Une manifestation de quelques centaines de militants antiracistes s'est déroulée à la gare du Nord à Paris, pour tenter d'alerter les personnes sans-papiers du danger et de perturber autant que faire se pouvait l'opération des flics. Une réaction salutaire à valeur d'exemple pour tous ceux qui refusent de laisser faire.

Les gares routières ou ferroviaires sont des lieux de passage quotidien de milliers de travailleurs, avec ou sans papiers. Elles doivent être ouvertes à tous. Se déplacer librement est une nécessité pour tous les travailleurs, quelles que soient notre origine, notre nationalité ou notre couleur de peau. Une exigence de classe, vitale, qu'il faut défendre collectivement avec acharnement.

DAMIEN SCALI • 24/06/2025

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉvolutionnaires - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

NUMÉRO 37 • 26 JUIN 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉvolutionnaires - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX

BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

RÉvolutionnaires

Conclave, censure : ce n'est ni dans les salons, ni au Parlement qu'on combat l'offensive patronale

Le conclave sur les retraites a eu un mérite : montrer la rapacité sans limites du patronat. Le Medef, non content d'avoir obtenu dès le mois de mars l'abandon de l'hypothèse même d'un retour à 62 ans, a torpillé les propositions pourtant plus que timorées de la CFDT. Pas question du moindre aménagement à la marge pour une retraite anticipée dans les métiers pénibles. Le patronat a un message : vous pouvez crever au travail...

Ou bien au chômage ! Car selon l'Insee, seuls 60 % des 55-64 ans travaillent et une personne sur cinq entre 55 et 61 ans n'est ni en emploi ni à la retraite - donc au chômage ou au RSA. Et c'est une moyenne, le sas de précarité entre emploi et retraite est encore plus long chez les ouvriers et les employés.

Belles découvertes donc : le patronat est à l'offensive et les négociations à froid sont vouées à l'échec. Tout ça pour ça ? L'enjeu de ce conclave était ailleurs. Au début de l'année, il a été le prétexte pour le PS et le RN de ne pas censurer le budget antisocial de Bayrou, tenu en équilibre à son poste de Premier ministre.

Le RN, hier partisan du retour à 62 ans par démagogie électorale, a d'ores et déjà annoncé

qu'il n'en faisait plus une « ligne rouge », que sa priorité était l'équilibre budgétaire et qu'il faudrait introduire de la capitalisation dans les retraites. Bardella et Le Pen veulent « rassurer les marchés », souligne pudiquement la presse. Traduction : ils sont des larbins du patronat comme leurs homologues Trump, Meloni ou Orbán.

Aujourd'hui, tous les partis de feu le NFP, du PS à la FI, se retrouvent sur une posture d'opposants : censure de Bayrou, nouvelles élections ! Mais jamais aucune élection n'a forcé le patronat à en rabattre. La lutte des places au Parlement, en attendant celle pour le fauteuil présidentiel, ne fait qu'entretenir la passivité face à l'offensive qui se déploie quels que soient les partis au pouvoir.

Le patronat est à l'offensive et les négociations à froid sont vouées à l'échec. L'enjeu de ce conclave était ailleurs. Au début de l'année, il a été le prétexte pour le PS et le RN de ne pas censurer le budget antisocial de Bayrou.



Les directions syndicales, y compris FO ou la CGT qui ont quitté le conclave depuis quelques mois, n'ont pas d'autres perspectives que d'attendre un futur (et très hypothétique) gouvernement de gauche. Sophie Binet a tout de même mendié un strapontin à la réunion de la « dernière chance » de ce jour à Matignon. Voilà à quoi sont réduits les prétendus représentants des travailleurs lorsqu'ils acceptent le jeu de dupes du « dialogue social » avec les exploiteurs.

Face aux licenciements pour les uns et à la charge de travail intenable pour les autres, il faut imposer le partage du travail entre tous sans perte de salaire. Travailler moins tout au long de la vie pour travailler tous dans de bonnes conditions. Seule une grève massive, qui remette en cause la mainmise du profit capitaliste sur la société, permettra de l'arracher !

RAPHAËL PRESTON • 24/06/2025

Le Conseil constitutionnel aboie, le carnaval réactionnaire passe

« Ça n'est pas son rôle, or il l'a fait à de multiples reprises ces dernières années. Ils prennent des décisions, ne se posent d'ailleurs pas la question de savoir combien ça coûte, ça n'est pas voté, ni par l'Assemblée, ni le Sénat, ils décident eux-mêmes. » Invité pour les 20 ans de l'émission les Grandes Gueules, devant un public acquis à sa cause, Marine Le Pen s'en est prise au Conseil constitutionnel qui a censuré quelques articles de la loi « justice des mineurs » proposée par Attal et les macronistes.

C'est devenu un passage obligé de chaque nouvelle loi sécuritaire ou raciste. Par surenchère, les ministres et les députés y ajoutent des articles que le Conseil constitutionnel supprime. Cela permet aux macronistes, à la droite et à l'extrême droite, de crier au déni de démocratie tandis que la gauche institutionnelle, elle, se dit « soulagée », oubliant que les ciseaux du Conseil ne coupent qu'à moitié dans les textes de loi qui restent toujours, sur le fond, réactionnaires.

Exemple avec la loi Attal : pas de comparution immédiate pour les 16-18 ans, en revanche des peines plus lourdes pour les parents dont l'enfant est condamné. Exemple encore avec la loi narcotrafic, soutenue par le PS : pas de garde à vue de 96 heures, en revanche le « dossier-coffre » pourra être constitué (c'est ce dossier monté au cours de l'enquête auquel la défense n'a pas accès). Un dernier exemple avec la loi immigration de décembre 2023, première du genre à être votée par une « union des droites » de Macron au RN : pas de « préférence nationale » dans la distribution des aides sociales, mais de nou-

veaux dispositifs pour expulser les étrangers.

En réalité, le Conseil censure les articles les plus outranciers par rapport à la conception de l'État de droit qu'en ont ses membres. Ce qui n'exclut pas d'accompagner le durcissement répressif en cours ! Si ses décisions montrent jusqu'où peuvent aller les responsables politiques, du centre gauche à l'extrême droite, pour gratter des voix, elles ne constituent donc absolument pas une protection. Pire, elles servent à attiser la démagogie sécuritaire et raciste, et permettent à Retailleau, pour qui l'État de droit n'est pas sacré, et à Le Pen, qui veut un référendum sur l'immigration, de se poser en recours face aux blocages institutionnels. En attendant que ces deux-là ne soient touchés par la Providence, leurs discours produisent déjà des effets, en donnant des blancs-seings à ceux qui « se font justice eux-mêmes » les armes à la main ou à ceux qui commettent des meurtres racistes, comme l'assassin d'Hichem Miraoui.

BASTIEN THOMAS • 24/06/2025

AU BOURGET, UN MARCHÉ D'ARMES À CIEL OUVERT

Le salon du Bourget, grande foire mondiale de l'aéronautique civile et militaire, avait lieu du 16 au 22 juin dernier. Le gouvernement français a empêché certaines entreprises israéliennes d'y exposer. Bayrou a justifié ce choix par la situation « extrêmement lourde » à Gaza... Mais ce même Bayrou soutient les frappes israéliennes contre l'Iran et les entreprises françaises continuent de vendre des armes à Israël !

L'occultation de quelques stands par des grands panneaux de tissu noir n'a pas empêché le Bourget de ressembler cette année à un grand marché de l'armement. Airbus, qui a engrangé 143 commandes, n'est certes pas à plaindre, mais les quelque 926 exposants militaires ont aussi raflé leur part de contrats dans un contexte de militarisation croissante.

À ce jeu-là, les entreprises françaises ne sont pas les dernières, surtout qu'elles peuvent compter sur le gouvernement pour faire leur pub. Les ministres se sont en effet relayés au Bourget, sur les stands de Dassault, à bord des Rafale d'exposition, auprès du fabricant français de missiles MBDA... Dassault a par exemple pu présenter son « Vortex », un avion spatial multitâches qui était déjà prévu dans la mega-loi militaire 2024-2030 à 413 milliards

d'euros et qui a reçu, en plus, le soutien de l'agence spatiale européenne.

Car l'enjeu pour les marchands d'armes français est de ne pas se retrouver sur le bord de la route tandis que tous les budgets militaires grimpent et que la concurrence internationale, notamment américaine, part avec de l'avance. Ils peuvent compter sur le soutien indéfectible de l'État français et sur celui, plus incertain mais autrement plus intéressant, des fonds européens. Le programme Safe a d'ailleurs été dévoilé un peu avant le Bourget : 150 milliards d'euros mis à disposition des États de l'Union pour acheter des équipements, à condition que 65 % de leur valeur soit originaire d'un État membre. C'est la première tranche du programme européen de réarmement à 800 milliards d'euros qui a été présenté au mois de mars. L'objectif est de flécher partiellement les dépenses militaires vers les « fleurons » industriels du continent, pour ne pas enrichir que ceux des États-Unis. Si les guerres sont des catastrophes pour les populations civiles, elles font toujours au moins un gagnant : le pourvoyeur de missiles et d'avions de chasse.

BASTIEN THOMAS • 23/06/2025

Justice de classe, racisme, chômage, précarité : deux ans après la mort de Nahel, toujours autant de raisons de se révolter !

Le 27 juin 2023, un policier assassinait Nahel, un habitant de Nanterre de 17 ans, en lui tirant dessus à bout portant en plein jour sous le regard de témoins. Cette exécution, filmée, avait été un détonateur pour une nouvelle explosion de colère et l'expression d'une révolte des habitants des quartiers populaires. Pauvreté, précarité, racisme, violences policières, comme en 2005, les capitalistes pensaient pouvoir contenir tranquillement sous leurs pieds ce cocktail explosif, cette poudrière qui a fini par leur exploser au visage !

Le massacre actuel à Gaza vient rappeler à quel point toutes les vies humaines n'ont pas la même valeur. La mort de Nahel en était une autre démonstration. Il a fallu attendre deux ans pour que des juges d'instruction se décident à poursuivre pour meurtre le policier auteur du tir mortel. Sous la pression des émeutes dans les quartiers, il avait été d'abord placé en détention provisoire, mais bien vite libéré dès le retour à l'ordre imposé par le déploiement de 45 000 gendarmes et policiers.

Cette justice de classe, qui ordonnait cette remise en liberté, prononçait en revanche des peines de prison ferme à l'encontre de plus de 500 jeunes, dont la moitié de mineurs, qui avaient participé aux émeutes, quand bien même eux n'avaient tué personne !



Dupond-Moretti, ministre de la Justice de l'époque, exigeait contre tous les jeunes émeutiers ou supposés tels, une réponse judiciaire « rapide, ferme et systématique » avec « des peines sévères ». Mais dès l'annonce de l'ouverture d'un procès à l'encontre du policier assassin, celui-ci a reçu, sans délai, le soutien du préfet de police de Paris, Nuñez, du ministre de l'Intérieur, Retailleau, et du ministre de la Justice, Darmanin.

Il n'y a pas de doute, la police est bien le bras armé de l'Etat. Elle est chargée de défendre l'ordre des capitalistes y compris par les moyens les plus brutaux. Sans doute ces Nuñez, Retailleau et Darmanin réverraient d'adopter des lois qui donnent un blanc-seing à cette police. À l'image du décret que vient d'adopter Milei, président argentin, qui, en plus d'autoriser les policiers fédéraux à arrêter, priver de liberté, ficher et espionner tout individu suspecté de vouloir commettre un crime sans avoir besoin d'en référer à la justice, leur permettra d'ouvrir le feu pour « assurer la défense opportune des personnes ».

La moindre des choses serait que ce policier soit condamné pour meurtre – jusqu'à son procès en 2026 au plus tôt, il profite de sa liberté et du 1,6 million récolté par une cagnotte d'extrême droite. Mais nous ne nous faisons pas d'illusion sur le fait qu'une condamnation rendra justice à Nahel ou à tous les autres.

Depuis deux ans, rien n'a changé dans les quartiers. Aux pieds des buildings de la Défense qui abritent les sièges d'entreprises capitalistes riches à milliards, dans la cité Pablo-Picasso à Nanterre, chômage, précarité, pauvreté, racisme et contrôles policiers rythment toujours la vie des habitants. Nous ne rendrons justice à Nahel et à toutes les autres victimes qu'en inversant cet ordre des choses.

JULIETTE STEIN • 23/06/2025

MORT D'UN STAGIAIRE DE 15 ANS : L'EXPLOITATION TUE ET ELLE N'ÉPARGNE PERSONNE

Le 18 juin, un élève de seconde de Saint-Lô (Manche) en « stage d'observation » a été victime d'un accident mortel. Depuis avril, cela fait donc trois jeunes d'à peine 18 ans morts au travail, deux stagiaires et un apprenti. La CGT de l'Education nationale et le Snes ont dénoncé, à juste titre, ces stages de seconde dont tout le monde sait qu'ils n'ont été créés que pour « occuper » les élèves au mois de juin.

Mais, depuis des années, le temps passé en stage dans le cadre de la scolarité ne fait qu'augmenter, afin de « découvrir le monde de l'entreprise » – comme si les jeunes d'aujourd'hui pouvaient, dans cette société, échapper à ce « monde » qui n'a rien d'enviable ! Dans les lycées professionnels, les stages, plus nombreux, visent à accréditer cette idée stupide que « l'entreprise » serait un lieu de formation... Or les jeunes issus des classes populaires sont plutôt transformés en une main-d'œuvre gratuite ou quasi gratuite. Et se retrouvent à travailler dans des secteurs dangereux.

On en parle beaucoup parce qu'il est effectivement révoltant de mourir à quinze ans. Mais ce qui est tout aussi révoltant, c'est de mourir au travail : en 20 ans, la Sécurité sociale a répertorié plus de 21 000 décès et 13 millions de blessés liés au travail. Sans parler de certaines maladies chroniques, conséquences évitables du travail, mais pas de l'exploitation.

Les personnes de moins de 25 ans sont d'autant plus touchées qu'elles ne sont pas traitées avec le soin imposé par leur âge. Ce qui fait qu'elles ont 2,5 fois plus de risque que le reste de la population de subir un accident sur leur lieu de travail.

Jeune ou moins jeune, personne ne doit mourir au travail.

ANDRY YANDA • 23/06/2025

Dissoudre un mouvement antifasciste : tout un symbole de la politique de Retailleau et du gouvernement

Le 12 juin, le Conseil des ministres a prononcé la dissolution du mouvement antifasciste la Jeune Garde. Pour faire piètre illusion, il a aussi annoncé la dissolution de l'organisation néofasciste Lyon Populaire. Selon Retailleau, « l'Etat ne saurait tolérer que de tels groupements continuent à exalter impunément la haine et la violence, quelle que soit leur orientation politique ou idéologique ».

Une logique qui devrait le conduire à proposer la dissolution... du RN et de son propre gouvernement, qui ne cesse d'administrer les preuves qu'il marche dans le sillage de l'extrême droite, à coup de discours sur « l'ensauvagement » ou de spectaculaires opérations de rafles de travailleurs sans papiers.

En matière de haine et de violence, l'attentat raciste qui a coûté la vie à Hichem Mi-raoui, coiffeur tunisien de 45 ans dans le Var

le 31 mai, est une dramatique démonstration des conséquences de la montée des idées xénophobes en France. Le meurtrier mêlait sur ses réseaux sociaux appels à des meurtres racistes et incitations au vote RN. Le Pen et Bardella ont, en guise de pare-feu, dénoncé un crime raciste, des déclarations aussitôt contestées par leurs propres sympathisants.

Leur entreprise de quête de respectabilité et de dédiabolisation est tous les jours démentie par les propos et les écrits de mili-

tants et d'élus de leur parti. Sur la page officielle de soutien à Bardella sur Facebook, des centaines de messages racistes et d'appels au meurtre ont été postés suite à la victoire du PSG début juin. Un autre groupe Facebook, intitulé « La France avec Jordan Bardella », dont sont membres 34 députés RN, est truffé de messages racistes... La liste est interminable. Et maintenant, la défense par Marine Le Pen de Caroline Parmentier, qui est une de ses plus proches collaboratrices : vice-présidente du groupe RN à l'Assemblée, responsable presse du RN pendant les campagnes des Européennes de 2019 et de la présidentielle de 2022. En tant qu'ancienne rédactrice du journal d'extrême droite catholique traditionaliste *Présent*, elle est mise en cause pour ses écrits homophobes, racistes, antisé-

mites ou célébrant le maréchal Pétain. Elle s'illustre par sa dénonciation du « lobby juif », ou de Simone Veil, qui devient sous sa plume « la grosse, celle de la loi qui porte son nom et qui génocide 220 000 petits innocents par an ». Un triste florilège à l'image non seulement de la mouvance du RN mais aussi de ses figures les plus officielles.

Que va faire Retailleau, sinon continuer à leur emboîter le pas ? Et mettre ses menaces à exécution, concernant la dissolution du collectif Urgence Palestine, alors que le génocide des Palestiniens se poursuit en toute impunité ?

LYDIE GRIMAL • 22/06/2025

Ukraine : Poutine y poursuit sa guerre

Pendant que Trump et Netanyahu mènent leur surenchère guerrière contre l'Iran et monopolisent l'attention mondiale, Poutine intensifie son offensive contre l'Ukraine. Bombardements sur le front mais aussi sur la capitale Kiev où 252 drones et 16 missiles ont été tirés dans la seule nuit du 22 au 23 juin : sept morts et une vingtaine de blessés. Une semaine plus tôt, dans la nuit du 16 au 17 juin, c'étaient 28 morts et 130 blessés par les bombardements sur Kiev. Une guerre qui n'en finit pas.



Ce qui n'empêche pas les grandes puissances de continuer à marchander. Trump s'est déjà assuré une part du lion dans l'exploitation des minéraux ukrainiens stratégiques pour l'industrie de l'électronique et des voitures électriques - au nom du remboursement des aides de guerre américaines à l'Ukraine. La Grande-Bretagne vient déjà de promettre de faire grimper dans les dix ans qui viennent ses dépenses militaires de 2 à 5 % du budget total ses dépenses militaires : un objectif que le sommet de l'OTAN qui s'ouvre à La Haye mardi 24 juin compte mettre à l'ordre du jour pour tous les pays de l'OTAN. Macron pousse aussi à la surenchère de dépenses militaires. Rivalités pour les armes, rivalités pour le pétrole et le gaz, rivalités pour le nucléaire... Trump a promis de laisser la Crimée à Poutine. Poutine s'affirme bien peu empressé de soutenir son ex-allié l'Iran. Grand ballet de négociations et marchandages sous les bombes, et de bombes pour mieux négocier ! Le partage des richesses entre impérialistes du monde est à ce prix. Un prix que les classes ouvrières du monde vont devoir décider de ne plus payer de leur exploitation et de leur sang ! Le partage des richesses du monde entre les prédateurs est à ce prix.

OLIVIER BELIN • 24/06/2025

FACE À TRUMP, LA RIPOSTE S'ORGANISE

Deux salles, deux ambiances aux États-Unis le 14 juin. Une parade militaire à Washington organisée pour l'anniversaire de Trump a fait un bide total. Les manifestations populaires baptisées « No Kings » (« pas de rois ») ont rassemblé au moins 5 millions de personnes.

TRUMP ATTAQUE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, LES DÉMOCRATES TEMPORISENT

L'administration Trump envoie des agents de la police de l'immigration (ICE) à travers le pays pour enlever violemment des migrants et les expulser. Ils usent des pièges les plus vicieux pour atteindre leur objectif d'expulser 3 000 personnes par jour en ciblant les tribunaux où les migrants sont convoqués pour renouveler leurs papiers, les lieux de travail, les écoles, etc. Avant de les emprisonner sans même informer leurs proches ou leur avocat.

Les démocrates prétendent s'y opposer. Mais depuis le début des manifestations à Los Angeles, au lieu de protéger les immigrés, les autorités municipales démocrates ont impos-

sé un couvre-feu et ordonné à la police locale d'attaquer les manifestants. Rien d'étonnant, car Biden et Obama ont aussi procédé à des déportations massives.

AUX ÉTATS-UNIS COMME ICI, LES TRAVAILLEURS ONT LES MOYENS D'EMPÊCHER LES RAFLES

À travers les États-Unis, des habitants se sont élevés contre les rafles et ont obtenu des victoires. Dans l'État de New York, des manifestations locales ont conduit à la libération d'une mère et de ses trois enfants. Dans le Missouri, une serveuse arrêtée a été relâchée après que la ville entière (qui avait voté massivement pour Trump) s'est levée. Dans le Massachusetts, un joueur de volley-ball du lycée a été relâché après que l'ensemble de son lycée

et des habitants de la ville ont fait de leur remise de diplômes une marche de protestation. À Paramount, dans la banlieue de Los Angeles, les manifestants d'un quartier ouvrier ont encerclé et fait fuir les flics de l'ICE qui menaient un raid contre des travailleurs journaliers devant un magasin de bricolage.

Ces actions sont pour l'instant locales. Mais elles bénéficient d'un large soutien comme l'ont montré les manifestations « No Kings », massives dans toutes les villes, grandes et petites, y compris dans celles où la majorité vote républicain. En ciblant les migrants présentés comme des délinquants, Trump croyait diviser pour mieux régner. Mais face à la réalité des raids contre des travailleurs et des parents d'élèves, un réflexe d'unité de la classe ouvrière a pris le dessus. Sur ce terrain comme sur tous les autres, seules les luttes des travailleurs peuvent arrêter Trump et sa politique au service des milliardaires.

RAPHAËL PRESTON • 23/06/2025



Il y a quelque chose de pourri au royaume d'Espagne

Le gouvernement d'union de la gauche dirigé par le PSOE est en crise, lui qui était arrivé au pouvoir après la censure en 2018 de la droite issue du franquisme pour une affaire de corruption. Mais cette fois, c'est Pedro Sánchez - le chef du gouvernement - qui est dans la tourmente : un scandale de corruption de grande ampleur est, en effet, dévoilé par le rapport de l'UCO (Unité centrale opérationnelle) de la Guardia Civil.

Ce rapport fait état des conversations de Santos Cerdán, secrétaire à l'organisation et numéro trois du PSOE - proche de la première heure de Sánchez - qui l'implique dans des pots-de-vin perçus entre 2019 et 2023 pour un montant de 620 000 euros et plus de 450 000 euros restant à percevoir. Il rejoint ainsi l'ancien ministre des Transports, José Luis Ábalos, (son prédécesseur au poste de secrétaire à l'organisation du parti) ainsi que Koldo García - conseiller d'Ábalos - qui sont aussi accusés d'avoir bénéficié de pots-de-vin contre l'attribution de marchés de travaux publics. Tout cela dans une ambiance où les audios des conversations révèlent un climat mafieux fait de corruption et de prostitution.

Pedro Sánchez, déjà frappé par d'autres affaires de corruption qui touchent, elles, des proches, tente de convaincre qu'il n'était au courant de rien. Pour le moment, il tente surtout d'éviter des élections anticipées. Comment ? En ayant fait démissionner de force Cerdán de toutes ses fonctions, en agitant des mesures cosmétiques « d'audit indépendant sur les comptes du parti » mais surtout en agitant la peur de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir.

L'ALTERNATIVE, C'EST LA LUTTE DE CLASSE

Si ce gouvernement finit par tomber, l'alternative à l'extrême droite ne peut pas être un nouveau gouvernement du « moindre mal » qui subordonne les intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse à la paix sociale... pour les capitalistes. C'est justement ça qui fait progresser l'extrême droite.

Plusieurs exemples de luttes montrent que la voie de la lutte de classe n'est pas simplement nécessaire mais possible : les ensei-

gnants des Asturies se mettent en grève, les travailleurs de la santé organisent des mobilisations dans tout le pays pour défendre le service public ; les travailleurs de la métallurgie en Cantabrie se mettent en grève et exigent le rétablissement du pouvoir d'achat perdu ; les métallurgistes de Cadix sont convaincus - malgré la trahison des syndicats majoritaires - que pour obtenir une revalorisation salariale rétroactive et de meilleures conditions pour les travailleurs... la seule voie est la grève ; de même que le 31 mai dernier les femmes de chambre de Grenade disaient qu'elles ne lâcheraient rien pour leurs conditions de travail et d'existence ! Ce sont ces luttes qu'il faut élargir et faire converger.

GAËL QUIRANTE • 24/06/2025



PEDRO SÁNCHEZ (PSOE), PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT D'ESPAGNE

Sous les bombes, la paix ? Une vraie trumperie !

13 juin 2025 : Trump parle de diplomatie pour faire renoncer le régime iranien à l'arme nucléaire, tout en apportant à l'offensive guerrière d'Israël contre l'Iran toute la logistique guerrière américaine. Nuit du 22 au 23 juin 2025 : Trump décide l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Iran : une armada volante de bombardiers B2, soutenue par des tirs de missiles de croisière lancés d'un sous-marin, largue des bombes dites « antibunker » sur des sites du programme nucléaire iranien. Soirée du 23 juin 2025 : Trump annonce de son propre et seul chef un cessez-le-feu entre l'Iran et Israël, avec une formule on ne peut plus cynique : « Félicitations à tout le monde ! » Qu'en sera-t-il de cette énième promesse de prétendue paix dans le monde d'un Trump, à la tête de l'impérialisme le plus puissant et le plus belliqueux ? C'est encore à voir. Mais sont déjà tout vus, les dégâts humains et matériels de cette offensive impérialiste américaine contre l'Iran.

L'APPARENCE D'ATERMOIEMENTS ET VOLTE-FACE

Il est beaucoup glosé sur l'imprévisibilité de Trump. Il y a pourtant un très vieux projet de l'impérialisme américain dans lequel Trump s'inscrit, de soutien inconditionnel à l'État d'Israël pour en faire son bras armé contre les révoltes des classes populaires palestiniennes ou arabes de la région. C'est vrai depuis la création de l'État sioniste en 1948. Voilà des années qu'Israël est le pays le plus fourni au monde en armement américain, en hausse notable depuis l'offensive contre Gaza en octobre 2023. Et que s'est-il passé depuis un an et demi, dans un contexte où les rivalités inter-impérialistes s'exacerbent et où l'impérialisme américain dominant veut conserver son rang face à des concurrents qui menacent ses marchés et ses profits ? Au nom de son droit à se défendre face au Hamas, Israël a fait près de 60 000 morts à Gaza et d'innombrables blessés ou disparus, quasiment détruit ce petit territoire palestinien et affamé ses habitants. Puis Israël s'est attaqué au Liban, pour y réduire – là encore sous des bombardements mortifères – l'influence d'un Hezbollah (allié à l'Iran) faisant pourtant partie de l'establishment politique du pays. Puis Israël a profité de la chute du régime d'Assad, en partie liée au retrait du pays des troupes du Hezbollah qui l'épaulaient, et de



la fragilité du nouveau pouvoir, pour quasiment anihiler sous les bombes le potentiel militaire de la Syrie. Les impérialistes américains (avec l'aide des impérialismes anglais et français) ont bombardé les Houthis du Yémen (eux aussi alliés de l'Iran). Restait le cœur du réacteur, le régime iranien lui-même, vieil ennemi déclaré de l'impérialisme américain traité de « grand Satan », un régime qui n'a montré des dents que pour gagner sa place dans l'ordre impérialiste et a défendu les intérêts d'une bourgeoisie puissante, précisément en réprimant sauvagement et pour le compte de cette bourgeoisie toute organisation et lutte d'un prolétariat nombreux et combatif. Trump voudrait probablement retrouver ce temps béni d'avant la révolution iranienne de 1978 (récupérée ensuite par la dictature islamiste), où un tyran sanguinaire – le shah d'Iran dont le fiston brigue aujourd'hui la place ! – était tout à la dévotion des intérêts économiques et politiques de l'impérialisme américain dans la région.

LES IMPÉRIALISTES CRAIGNENT L'INSTABILITÉ ? HEUREUSEMENT !

À coup sûr, aujourd'hui le régime des mollahs est af-

faibli. Jusqu'à rentrer dans le rang face à l'impérialisme américain et sa filiale israélienne ? De nouveaux rounds de cette guerre sans fin de l'impérialisme sont devant nous. Ces deux ans et demi d'offensive israélo-américaine dans cette vaste région du Moyen-Orient (avec la complicité des puissances impérialistes européennes dont la France) ont probablement réussi à mettre au pas, sous les bombes ou leur menace, des puissances régionales rivales. L'escalade n'a pas épargné les civils mais grand soin a été pris de ne pas perturber le commerce mondial ! L'Iran n'a pas cherché à bloquer le détroit d'Ormuz... vers lequel « Tous les regards s'étaient tournés », écrit *Le Monde* ! Eh oui, parce qu'« y transite chaque jour un cinquième de la production mondiale de pétrole et de gaz naturel liquéfié ».

Les enjeux économiques de la région ne se limitent pas aux énergies fossiles. Des rivalités pour le commerce des armes s'y jouent (voir comment Macron se balade en Égypte, en Arabie saoudite et autres émirats pour vendre ses Rafale), de même que pour le nucléaire civil où les États-Unis rivalisent avec la Russie.

Reste que l'offensive guerrière israélienne lancée à l'occasion de l'attaque du Hamas d'octobre 2023 a intentionnellement terrorisé sous les bombes les classes populaires de la région. Les dirigeants du monde impérialiste, de Trump à Poutine en passant par Macron, ne les perdent jamais de vue. La vaste région du Moyen-Orient compte un énorme potentiel de travailleurs et de jeunes qui ont montré depuis une quinzaine d'années qu'ils pouvaient se révolter jusqu'à abattre des régimes comme des châteaux de cartes. On l'a vu avec les printemps arabes, même si la contre-révolution ensuite a fait son œuvre. On l'a vu en Iran, en 2017 et 2022-2023.

Cela reste leur cauchemar, et cela reste l'espoir révolutionnaire.

MICHELLE VERDIER • 24/06/2025

En Palestine, Netanyahu continue le carnage

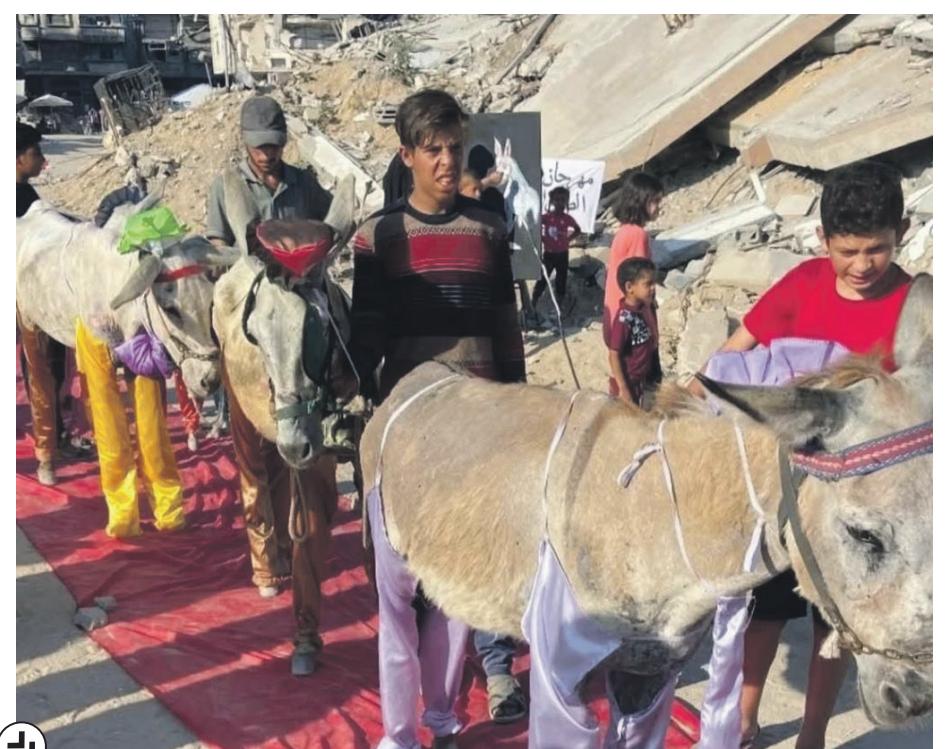
Le 19 juin, un rapport de l'Unicef, titré *Gaza : un cimetière à ciel ouvert*, a dénombré 55 637 morts dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023, dont 15 613 enfants ; 129 880 blessés, dont 34 173 enfants, et 11 200 disparus « probablement sous les décombres ». 95 % des écoles sont endommagées et, selon le représentant de l'Organisation mondiale de la santé Rik Peepers, seuls 17 des 36 hôpitaux de Gaza fonctionnent encore tant bien que mal, mais plus aucun dans le nord de l'enclave.

Quant à la Gaza Humanitarian Foundation (GHF), fondation liée à l'État israélien et à Washington, ses prétextes centres d'aide ouverts fin mai servent à contrôler la population, et sont de véritables guets-apens dont le bilan en victimes ne cesse de s'alourdir. Le 16 juin, à Rafah, des tirs israéliens ont fait au moins 20 morts et 200 blessés parmi des personnes se rendant à une distribution. Le lendemain, à Khan Younès, les drones et les chars ont fait 53 morts et 200 blessés dans les

mêmes circonstances. Le 18 juin, ils ont fait 30 morts et 100 blessés, notamment à Nousseirat. Le 20 juin, 26 personnes ont trouvé la mort près de Netzarim. À l'heure où ces lignes sont écrites, au moins 400 personnes ont été tuées et plus de 3 500 ont été blessées en espérant recevoir l'aide de la GHF.

Pendant ce temps, en Cisjordanie, l'opération de colonisation dite « Mur de fer » continue depuis le mois de janvier. Le 10 juin, deux Palestiniens ont été tués et au moins 64 ont été blessés à Naplouse, où l'armée pourrait bien s'installer. Le 17 juin, la Cour suprême a autorisé la destruction de 90 immeubles du camp de réfugiés de Jénine, vidé comme d'autres de sa population.

J.-B. PELÉ • 24/06/2025



Le 15 juin, peu après l'attaque israélienne contre l'Iran, une remarquable procession de plus de cinquante ânes a eu lieu à Gaza. Les animaux étaient enguirlandés et couverts de robes de soie et de satin ; tandis qu'ils étaient conduits dans la rue, les enfants les caressaient avec une réelle affection. Pourquoi ? parce que, explique l'organisateur, « ils nous ont plus aidés que tous les États arabes réunis ».

• TARIQ ALI

DES VOIX IRANIENNES...

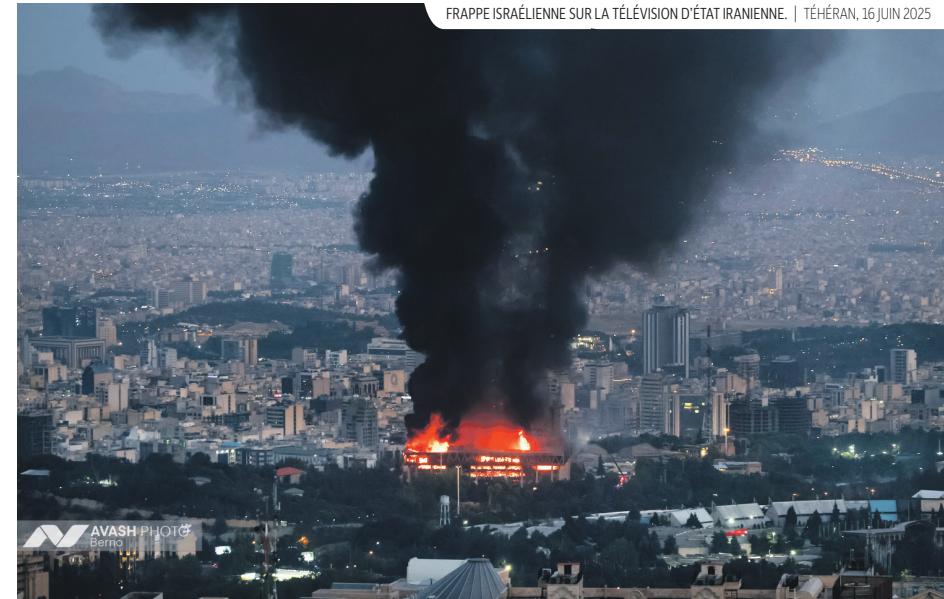
Face à l'affaiblissement du régime iranien sous les coups des bombardements de Trump et Netanyahu, des opposants appartenant à la bourgeoisie iranienne en exil se frottent les mains : « *La fin du régime est proche* », a ainsi déclaré Reza Pahlavi, fils du dernier shah d'Iran, le dictateur sanguinaire renversé en 1979, réfugié depuis aux États-Unis. Mais pour les militants et courants qui, en Iran, luttent depuis des années contre la dictature, du côté du mouvement ouvrier ou révolutionnaire, c'est une toute autre voix qui se fait entendre.

Dans une déclaration commune du 17 juin, des organisations syndicales iraniennes (le Syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue, celui des travailleurs de la canne à sucre de Haft Tapeh qui ont notamment mené une longue grève en 2018, des organisations de défense des retraités et un Comité de coordination pour aider la création d'organisations syndicales), dénoncent « *les attaques militaires israéliennes et le bombardement de centaines de cibles dans diverses régions d'Iran, notamment des infrastructures, des lieux de travail, des raffineries et des zones résidentielles* [...] dont les citoyens, et en particulier les travailleurs, paient le prix de leur vie et de leurs moyens de subsistance ». Mais elles dénoncent aussi la dictature et les capitalistes iraniens « *qui ont, durant plus de quatre décennies, accumulé des richesses astronomiques sur notre dos et nous ont maintenus dans une privation de droits* », et affirment que « *tous les responsables et institutions ayant joué un rôle dans la répression et le meurtre des travailleurs, des femmes, des jeunes et des opprimés d'Iran doivent être jugés et punis par le peuple opprimé lui-même* ».

Des militants trotskistes iraniens dans l'immigration, d'une Tendance marxiste révolutionnaire iranienne (IRMT)¹, dénoncent la guerre lancée par Israël et les États-Unis, rappellent que si l'État iranien

« *a dépensé 17 milliards de dollars pour ses "proxys" dans la région* » (Hezbollah, Houthis) censés le protéger ou plutôt lui permettre « *de disposer près de la frontière israélienne de monnaie d'échange* », il n'a « *jamais été prêt à dépenser quoi que ce soit pour la défense civile, en particulier pour les abris anti-bombes destinés aux travailleurs et aux gens ordinaires* ». Notamment pour la protection des travailleurs des centres pétroliers particulièrement visés, dont ceux de la Karg Oil Terminal Company. Ces militants critiquent ceux qui, dans l'opposition bourgeoise au régime iranien « *ont fantasmé sur une attaque israélienne qui les aiderait à renverser ce régime réactionnaire* », dont le dirigeant du Parti communiste d'Iran déclarant il y a quelques mois que « *... tout coup porté à la République islamique facilitera la lutte du peuple pour renverser le gouvernement* ». Et ils mettent en garde contre le danger du nationalisme que cultive le pouvoir, entre autres le racisme contre les minorités nationales iraniennes et les travailleurs migrants, en particulier Afghans, véritable poison entretenu par la classe dirigeante iranienne pour diviser la classe ouvrière.

D'autres militants, du groupe « *Manjanigh*² », écrivent : « *On peut aujourd'hui, au nom d'arguments théoriques ou émotionnels, se ranger aux côtés de la République islamique et réciter des odes à une*



FRAPPE ISRAÉLIENNE SUR LA TÉLÉVISION D'ÉTAT IRANIENNE. | TÉHÉRAN, 16 JUIN 2025

supposée « *grande guerre patriotique* », mais l'enjeu est celui de la perspective [...], d'une opposition fondamentale à l'enfer qui sera imposé à la classe ouvrière en cas de « *Victoire* ». Et c'est précisément pour cela qu'on ne peut plus se ranger aux côtés de la République islamique. Car si le régime survit à cette guerre, il deviendra encore plus répressif, violent et audacieux dans l'application de ses politiques de classe. Une force qui, aujourd'hui, met entre parenthèses toute critique de la République islamique sous prétexte d'opposition à Israël, ne pourra demain ni lutter contre ce régime ni contre Israël ou ses marionnettes.

Car si on peut suspendre la ligne de classe aujourd'hui à cause de la guerre, on pourra le faire demain pour mille autres raisons – comme certains, issus des traditions de gauche et anti-impérialistes, le font déjà en

invocant « *la priorité du renversement du régime islamique* ».

Ces militants et courants rappellent que seule l'organisation des travailleurs peut abattre la dictature et certainement pas les bombes de puissances impérialistes.

• 24/06/2025

1. www.internationaliststandpoint.org/inside-iran-what-are-the-lessons-for-revolutionary-workers-after-israels-attacks



2. slingerscollective.net/la-republique-islamique-limperialisme-et-labattoir-sans-fin-du-moyen-orient

POUR LES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN, CONTRE LE GÉNOCIDE, CONTRE LES GUERRES IMPÉRIALISTES : LE MOUVEMENT S'AMPLIE

La quasi-totalité des États de la planète couvrent les guerres d'Israël. Les grandes puissances impérialistes en sont les commanditaires, elles qui ont transformé l'État sioniste en garnison militaire pour leurs propres intérêts. Aucun État arabe n'a levé le petit doigt pour le peuple palestinien – au contraire la Jordanie, l'Égypte, l'Arabie saoudite ou les Émirats ont rendu de fiers services à Netanyahu. Mais les peuples du monde, eux, sont sans conteste révoltés par le génocide. Le mouvement de solidarité s'amplifie.

Aux États-Unis, les pancartes pro-palestiniennes étaient nombreuses dans les manifestations anti-Trump du samedi 14 juin (voir notre article page 5). Le même jour, à La Haye aux Pays-Bas, siège de la Cour pénale internationale, 150 000 personnes ont défilé, imitées par leurs voisins bruxellois. Le 21 juin, plus de 30 000 personnes se sont rassemblées à Berlin, où pourtant toute critique à l'égard du gouvernement israélien est disqualifiée, voire sévèrement réprimée, sous l'accusation d'antisémitisme. L'attitude va-t-en-guerre du chancelier Merz qui a élégamment indiqué qu'Israël et les États-Unis « *faisaient le sale boulot* » en agressant l'Iran, a été vilipendée.

Le mois dernier, des milliers de militants de pays arabes et européens ont convergé au Caire pour briser le blocus de Gaza. C'est le dictateur égyptien Al-Sissi qui a fait le sale boulot de réprimer ces manifestations. Mais cette expérience a renforcé les liens internationaux entre militants, comme l'attestent des camarades trotskistes égyptiens (voir notre

site) et une militante féministe algérienne (voir notre chaîne youtube).

REFORCER LE NOMBRE ET LE CARACTÈRE DE CLASSE DE CES MOBILISATIONS

En France aussi le mouvement a grandi depuis les rassemblements spontanés du lundi 9 juin en réaction à l'arrasement de la flottille jusqu'aux manifestations massives du samedi 14 juin. Face à cette remontée, les cas les plus pendables de répression ont été suspendus ou reportés comme la dissolution d'Urgence Palestine ou le procès



pour « *apologie du terrorisme* » intenté à Anasse Kazib, porte-parole de l'organisation trotskiste Révolution permanente.

Le refus des dockers de Fos-sur-Mer, de Gênes puis de Tanger de charger des conteneurs d'armes à destination d'Israël a résonné particulièrement dans toutes ces mobilisations. Oui, la classe ouvrière a ce pouvoir de briser concrètement l'implication directe des grandes puissances dans le génocide et l'agression contre l'Iran. La poursuite de mobilisations massives et déterminées est indispensable pour encourager et organiser ces actions décisives.



MANIFESTATION À BERLIN LE 21 JUIN 2025



Témoignage de militants révolutionnaires égyptiens >>



<< Interview d'une militante féministe algérienne

RAPHAËL PRESTON • 23/06/2025

L'IA capitaliste menace-t-elle nos emplois ?

Les capitalistes du monde entier misent aujourd'hui sur l'intelligence artificielle (IA) dans l'espoir de gains importants de productivité du travail. L'objectif reste de remplacer une part de travail humain par des machines demandant une quantité inférieure de travail pour être produites. Peu importe que des milliers de travailleurs soient condamnés au chômage à force de restructurations. Quand bien même les économies de main-d'œuvre réalisées libéreraient celle-ci pour développer de nouveaux secteurs de production, comme le prétendent certains économistes, cela n'a rien d'immédiat et ne garantit en rien aux licenciés d'aujourd'hui de retrouver un travail à court terme.

SUPPRIMER DES EMPLOIS « INTELLECTUELS », ALIÉNER TOUJOURS PLUS LE TRAVAIL

L'IA est donc perçue par nombre de travailleurs comme une menace, plutôt que comme un nouvel outil à leur service pour diminuer leur temps de travail et en améliorer les conditions. À l'image des scénaristes hollywoodiens, qui ont fait grève durant 148 jours en 2023, entre autres pour réguler l'utilisation de l'IA dans leur métier. Contrairement aux précédentes vagues d'automatisation, cela touche en premier lieu les professions intellectuelles, cadres et artistes. Les IA dites « génératives » (qui produisent du texte, de l'image ou du son) peuvent déjà remplacer une partie des tâches accomplies par les traducteurs, développeurs informatiques, journalistes ou juristes, tandis que d'autres traitent en quelques secondes une masse d'informations pour aider à la décision les consultants de McKinsey et consorts, les médecins (pour des diagnostics), les DRH (pour le suivi des candidatures) ou encore les traders. Des professions autrefois dotées d'un certain prestige se retrouvent ainsi en première ligne, au même titre que les téléconseillers partiellement remplacés par des « chatbots » et « callbots ».

DE QUOI PARLE-T-ON ?

Le terme est né dans les années 1950, lorsque le mathématicien Alan Turing examina l'idée de machines intelligentes, c'est-à-dire, en gros, capables de réaliser par le calcul des tâches que nous, humains, faisons avec notre... intelligence.

Dès le début, plusieurs axes de recherche ont coexisté, dont l'IA « apprenante », la plus utilisée aujourd'hui. Celle-ci repose sur des réseaux de neurones artificiels, version très simplifiée des neurones biologiques. Ces « neurones » se transmettent des signaux plus ou moins forts, qui débouchent sur le résultat attendu. Une phase d'entraînement sur des données est nécessaire pour ajuster la force des signaux échangés, un peu comme sur une table de mixage avec divers boutons pour régler le son : c'est l'« apprentissage machine » (*machine learning*). Par exemple, si l'on donne une image de chien et que le programme dit « chat », chaque bouton est ajusté pour aboutir plutôt à « chien ». En s'y prenant bien, les réglages finiront par donner immédiatement le bon résultat pour des images que le programme n'a jamais vues. Dans les IA modernes, il y a des millions de neurones, donc des millions de boutons, et il faut des millions d'images pour les ajuster correctement.

Si les premiers algorithmes de ce type datent des années 1970, des techniques ont émergé depuis, comme l'apprentissage pro-

C'est bien de cela que l'intelligence artificielle tire son nom : de la capacité de ces technologies à remplacer un travail dit « intellectuel ». Ce qui n'empêche pas que l'IA couvre aussi des tâches que l'on n'aurait pas intuitivement catégorisées comme intellectuelles, comme la conduite automatisée, ou des tâches mixtes comme le pilotage de robot, qui ouvrent la voie vers des machines de plus en plus « libérées » du travail humain... tout en alienant toujours plus les travailleurs devenant de simples « servants de machine ».

UNE RENTABILITÉ PAS (ENCORE) AU RENDEZ-VOUS DU CAPITALISME

Le principal frein actuel à la généralisation de ces systèmes reste le coût élevé de leur fonctionnement pour certaines tâches. L'IA nécessite des milliards de calculs et donc d'immenses entrepôts de serveurs informatiques gérés par quelques grands groupes, comme OpenAI et Microsoft. Une fois retombé le buzz du monde des start-ups, les applications réellement rentables pour le capital restent à trouver, qui nécessiteront sans doute d'être plus économies en calculs, mais aussi d'être plus fiables. Ce qui est d'autant plus difficile que les domaines sont plus facilement réalisables par l'être humain.

L'horizon de la rentabilité pourrait donc être plus éloigné que ce qu'avait anticipé le monde de la finance, avec le risque d'un éclatement de la bulle spéculative autour de la tech, à l'image de celle dite des « nouvelles technologies » au début du siècle, n'entrant pas seulement des pertes financières, mais aussi des fermetures d'entreprises et du chômage.

À plus ou moins long terme selon les branches, les travailleurs doivent néanmoins se préparer à l'utilisation des innovations radicales introduites par l'IA pour permettre aux patrons de licencier tout en augmentant la pression sur

les salaires, les conditions de travail et la compétition entre travailleurs. La solution face à cela ne réside pas dans le refus de principe de cette technologie, ni même son illusoire régulation dans le cadre du capitalisme, mais avant tout dans le renforcement de la capacité des travailleurs à résister collectivement pour revendiquer à la fois l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous et la maîtrise de leur processus de travail.

J.M. ET M.S. • 24/06/2025

DOSSIER

INTELLIGEN^{ART}

CAPITALISM

Une technologie très matérielle

Le fond (deep learning), qui s'est imposé dans les années 2010 grâce à l'explosion des moyens de calcul informatique et l'exploitation d'immenses bases de données.

Un « chatbot », comme ChatGPT ou DeepSeek, fonctionne sur ce principe. Son objectif est d'écrire une réponse correcte à la fois dans sa syntaxe et (idéalement) sa signification à partir d'une question posée. Pour cela, l'IA essaie de deviner la réponse un mot après l'autre en choisissant à chaque fois parmi les plus probables, au vu des textes sur lesquels elle a été entraînée, sans toutefois avoir la capacité de distinguer le faux du vrai.

Comme les textes sur lesquels le chatbot est entraîné sont produits par des humains, avec tous leurs biais et approximations, les programmeurs doivent introduire certains correctifs à la main. Ainsi, l'IA Grok, produite sous l'égide d'Elon Musk, ne dira pas toujours la même chose qu'une IA soucieuse des intérêts des travailleurs. On est loin de la « neutralité mathématique », même si Grok a parfois contredit spectaculairement son maître, tellement ce qu'il disait était gros !

MARC LAVERNE • 24/06/2025

L'existence de l'IA repose sur des technologies particulières, mais aussi sur l'accès à des composants informatiques extrêmement perfectionnés. La domination dans le domaine de l'IA dépend donc aussi de la maîtrise des matériels et matériaux qui la rendent possible.

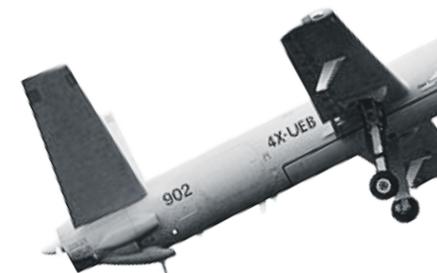
COMMENT SE PARTAGE LE GÂTEAU

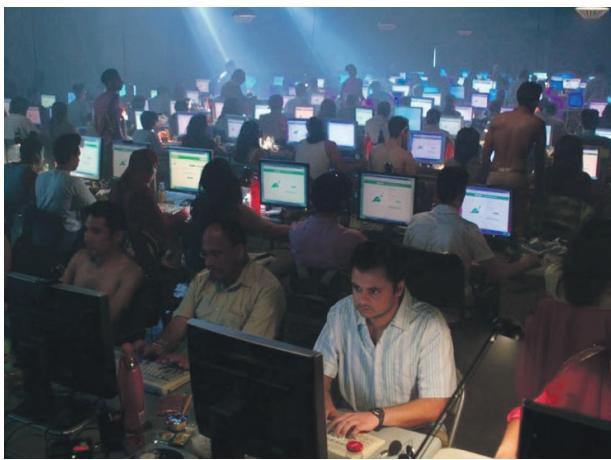
Les puces électroniques, indispensables aux programmes d'IA très gourmands en calcul, constituent un marché colossal : 646 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2024, marqué par une division internationale du travail et une concentration extrême aux différentes étapes de production. Leur conception est largement dominée par les géants américains, tel Nvidia, qui en sous-traitent la production, principalement à la fonderie taïwanaise TSMC. Celle-ci produisait en 2022 plus de la moitié des puces dans le monde et plus de 90 % des puces de dernière génération, loin devant ses homologues européens ou américains comme ST-Microelectronics (STM) ou GlobalFoundries. Ce quasi-monopole dépend à son tour de l'entreprise néerlandaise ASML, seule capable de fabriquer les machines de haute précision pour la gravure des composants à l'échelle du millionième de millimètre.

REPLI NATIONAL

Depuis la pénurie qui a frappé le secteur lors de la pandémie de Covid-19, les vieux impérialismes cherchent à relocaliser une partie de cette production stratégique. Les administrations Biden puis Trump se sont ainsi vantées d'avoir obtenu l'implantation de trois usines TSMC en Arizona. Plus significatif, l'exécutif américain en 2022, et européen en 2023, ont lancé des plans de subventions massives aux entreprises du secteur, pour respectivement 280 et 48 milliards de dollars. Cet argent public vise à renforcer la position du capitalisme occidental, mais n'améliore pas les conditions de vie des travailleurs : STM a touché 500 millions d'euros en 2024 tout en annonçant 5 000 suppressions de postes.

JACQUES BERNARD ET DYLAN BOURRIER • 24/06/2025





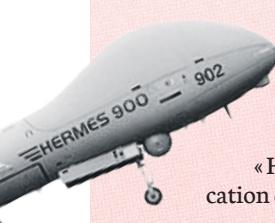
CE
FICIELLE,
LE BIEN RÉEL

Génocide high-tech

Il aurait été surprenant que les armées, qui ont piloté les recherches sur l'IA, ne s'en servent pas ! L'armée israélienne l'a déjà mise en application (comme d'autres sans doute), et l'utilise pour désigner ses cibles à Gaza. À partir des données de téléphonie des 2,3 millions de Gazaouis, le logiciel (Lavender) cherche à repérer des comportements « typiques » des membres du Hamas, extrapolés à partir des membres connus. La cible est ensuite désignée et l'armée a d'autres logiciels pour localiser les personnes et savoir quand les attaquer (Where's Daddy ?) ou pour identifier des bâtiments cibles (Habsora).

Inclure un humain dans la décision ne garantit pas plus « d'humanité ». Outre les nombreux biais d'analyse intégrés par le logiciel, les officiers ont 20 secondes pour valider la décision de tir : autant dire qu'ils s'en remettent aux algorithmes. Selon *Mediapart*, les pertes civiles jugées « acceptables » sont de l'ordre de 20 pour un cadre du Hamas, 300 pour un haut responsable.

Ces systèmes meurtriers reçoivent le soutien des puissances occidentales, États-Unis en tête. Mais l'Union européenne, qui fait mine de s'interroger sur le bien-fondé de ses relations commerciales avec l'État d'Israël, subventionne directement des entreprises militaires comme Israel Aerospace Industry dans le cadre du programme prétendument civil « Horizon ». Raison de plus de dénoncer l'implémentation de l'UE dans le génocide en cours à Gaza !



CLAUDE FELLES-CREPUI • 24/06/2025

Un artifice produit par l'intelligence et le travail humains

Bien que les capitalistes tentent de l'automatiser, l'entraînement de l'intelligence artificielle requiert toujours d'énormes quantités de travail humain, soumis à des conditions particulièrement précaires. Prenons l'exemple d'une voiture autonome, qui doit savoir reconnaître les panneaux et distinguer les piétons. Il faut lui fournir des millions d'images de situations routières, « annotées » avec le contenu utile pour entraîner le programme.

Nous faisons tous une partie de ce travail d'annotation : lorsqu'un Captcha sur un site Internet nous demande de faire un travail de robot (comme reconnaître un feu rouge) pour prouver que nous n'en sommes pas un, ce n'est pas tant pour la sécurité informatique que pour entraîner des robots.

UNE AUTOMATISATION BASÉE SUR L'EXPLOITATION

Mais la majeure partie des annotations reste effectuée par des « travailleurs du clic », embauchés par diverses plateformes comme Mechanical Turk¹ créée par Amazon en 2005. Les entreprises clientes envoient des tâches répétitives à réaliser (comme entourer des panneaux « stop » sur des images) et la plateforme recrute des travailleurs payés quelques centimes pour chaque micro-tâche effectuée.

Ce secteur florissant compte désormais de nombreuses entreprises, pour la plupart basées en Europe ou aux États-Unis et recrutant aux Philippines, au Kenya ou à Madagascar, pays où elles peuvent embaucher à moindre coût une main d'œuvre diplômée (qui ne trouve pas d'autre travail) pour garantir une bonne qualité d'annotation. Pour maximiser les profits, la rémunération est alignée sur le salaire minimum de chaque pays. Une heure d'annotation est facturée environ dix fois plus qu'elle n'est payée aux salariés, qui travaillent jusqu'à douze heures par jour et ont l'impression d'être « des

robots qui entraînent des robots »².

Et pourtant ! Même dans ce secteur particulièrement précarisé, les travailleurs de Mechanical Turk ont su créer des liens de solidarité via les réseaux sociaux, pour s'organiser et résister à la pression à la baisse sur la rémunération. Et ce, malgré la répression d'Amazon, qui supprime les comptes de ceux qui contestent trop bruyamment.

ANNOTER, ENTRAÎNER, ALIGNER : DU TRAVAIL À TOUTES LES ÉTAPES

Une fois les données annotées, il faut encore entraîner l'IA en choisissant la bonne approche : la reconnaissance de panneaux ne repose pas sur les mêmes techniques que la traduction automatique. Pour cela, les ingénieurs demeurent indispensables, même si des recherches sont en cours pour automatiser une partie du processus à l'aide de l'intelligence artificielle elle-même.

La dernière phase est celle de l'alignement. Une fois ChatGPT entraîné sur une bonne partie d'Internet, il reflétait les préjugés de la société, et il a fallu lui apprendre à ne pas générer des contenus violents, racistes ou sexistes. Pour cela, quelqu'un a dû « annoter » ce qui était problématique ou non. Cette activité a été sous-traitée à une entreprise américaine payant des travailleurs kényans moins de deux dollars de l'heure. Certains font état de traumatismes durables à force d'exposition à ces contenus.

D'un bout à l'autre de la chaîne, l'IA repose donc sur quantité de travail humain. Bien loin d'une technologie qui serait le fruit d'un patron visionnaire ou d'une poignée d'ingénieurs surpayés !

MARTIN CASTILLAN • 24/06/2025

1 Ce nom provient du « Turc mécanique », un prétendu joueur d'échec mécanique inventé par un ingénieur à la Cour de Vienne au XVIII^e siècle. Il s'agissait en fait d'un humain dissimulé sous la table qui guidait le déplacement des pièces. Le nom choisi par Amazon est donc particulièrement pertinent... et cynique !

2 Voir le très bon Cash Investigation « *L'Intelligence artificielle a-t-elle déjà pris le contrôle sur notre quotidien ?* »

LA FIN DU TRAVAIL... OU CELLE DU PROFIT ?

Certains capitalistes rêvent de remplacer les hommes par des IA : plus de revendications, plus de grèves !

Le machinisme est aussi vieux que le capitalisme, c'est-à-dire l'investissement du capital dans la production proprement dite. Et c'est la concurrence qui est à la base de la course à la mécanisation : si une machine prend moins de temps à être produite que le temps de travail qu'elle permet d'économiser, elle est rentable pour celui qui l'a introduite. Il peut en effet fixer ses prix juste en dessous de ceux de ses concurrents tout en restant au-dessus du prix que permettrait la nouvelle machine. Du moins tant que ses concurrents n'en ont pas fait autant, ou mieux, car alors, technologies nouvelles et concurrence conduiront à une nouvelle baisse de la valeur d'échange des objets : moins de travail humain implique une valeur moindre. Comme le profit capitaliste provient non pas des machines, mais de la valeur du travail humain non rétribuée, la mécanisation « intégrale » de toute la production réduirait le profit à rien, supprimant ainsi la base de l'échange marchand, ce qui n'est pas compatible avec le capitalisme.

En Inde ou au Bangladesh, il n'y a pas que les « Turcs mécaniques » qui alimentent l'apprentissage des IA : il y a aussi des travailleurs qui colorent les tissus en les foulant pieds nus dans des bains hautement toxiques... Une société débarrassée du capitalisme concevra des machines in-

telligentes pour faire disparaître les tâches éprouvantes et dangereuses, parce que ces machines seront pensées pour libérer l'humanité du travail et non l'y asservir : production et consommation seront planifiées en fonction des besoins, et ce sera tant mieux si nous devons être de plus en plus remplacés par des IA. Cela laissera du temps pour se consacrer à l'essentiel : enrichir le savoir collectif, jouir des beautés de la vie, faire de la planète un lieu où il fasse bon vivre, dans le respect des humains et de toutes les espèces.

J.-J. F. • 24/06/2025



MUSÉES MUNICIPAUX DE PARIS : LES GRÉVISTES GAGNENT LA PREMIÈRE MANCHE

A lors qu'un mouvement général avait été lancé sur les musées municipaux du 3 au 5 juin contre un projet de mise en place d'une badgeuse et d'ouverture vers la flexibilisation des horaires, c'est finalement aux Catacombes qu'il s'est prolongé, avec le double objectif de gagner contre le projet général et sur des revendications locales.

En reconduisant la grève jour après jour, les grévistes des Catacombes ont fait perdre des sommes considérables à Paris Musées (plus d'un demi-million d'euros sur les deux semaines et demie de fermeture) qui a accédé à leurs revendications locales.

En s'adressant aux autres musées et équipes, elles et ils ont prouvé à leur petite échelle qu'un secteur, lorsqu'il se met au service du plus grand nombre, peut faire pression et remporter la victoire. Même si cela n'est pas encore le cas sur la badgeuse, la direction a déjà dû amender son projet et parle de repousser l'application pour le reste des agents.

Le deuxième round est censé se passer à la rentrée puisqu'après les agents de billetterie, tous devraient subir à leur tour ce système

au 1^{er} janvier. Il sera donc encore temps de construire un mouvement d'ensemble pour mettre les priorités en avant : l'effectif, les salaires, les conditions de travail... et faire remballer à la direction son projet.

Les grévistes ont obtenu satisfaction sur leurs revendications locales : création de trois postes supplémentaires, augmentation de la prime de pénibilité et engagement à reprendre les agents contractuels.

La grève, des assemblées générales quotidiennes, la caisse de grève pour faire face aux difficultés financières, la volonté de s'adresser à d'autres pour lutter ensemble : voilà la recette d'une victoire qui en appelle d'autres !

CORRESPONDANTS • 24/06/2025

Soutenez les agents mobilisés en versant à leur caisse de grève



NAO chez Ikea France : notice de l'exploitation patronale

Du 14 mai au 18 juin se sont tenues les négociations annuelles obligatoires chez Ikea France. L'entreprise a refusé l'augmentation collective demandée par les syndicats et propose des augmentations individuelles dérisoires qui reviendront en majorité aux cadres.

3,7 MILLIARDS DE CHIFFRE D'AFFAIRES, PAS UN EURO POUR LES SALAIRES

Ikea est la plus grande enseigne de meubles en France, avec un chiffre d'affaires de 3,7 milliards en 2024. Pourtant, 80 % des salariés sont au Smic et la direction refuse une augmentation collective. À la place, elle propose des augmentations individuelles, basées sur la performance des salariés : si les objectifs ne sont pas atteints, rien. S'ils le sont, une augmentation d'1,5 %, et s'ils sont dépassés, de 2,4 %. Ces augmentations individuelles concernent seulement 17 % des salariés non-cadres. Les objectifs sont bien sûr toujours plus hauts et donc difficiles à atteindre. En parallèle, Ikea utilise des sous-traitants qui paient encore plus mal. C'est le cas de l'en-

tretien des magasins, sous-traité à une entreprise qui paie une misère des travailleurs en situation irrégulière. Une manière de diviser les équipes au sein d'un même magasin et de faire pression sur l'ensemble des travailleurs.

DES GRÈVES EN PIÈCES DÉTACHÉES

L'intersyndicale CGT-CFDT-FO a appelé à la grève de manière épargnée. Plusieurs débrayages ont eu lieu au cours des dernières semaines : à Lyon, Strasbourg, Nice, en région parisienne, la majorité des magasins du pays ont débrayé. C'est aussi le cas de certains entrepôts, eux aussi concernés par les NAO. Par exemple à La Maxe, près de Metz, où 80 % des salariés de l'entrepôt central étaient en grève vendredi 20 juin. Presque aucune palette n'entrait ou ne sortait du site, y compris depuis le magasin situé à quelques mètres. Ce même magasin a lui aussi connu un débrayage... le lendemain. Samedi 21 juin, sur les 200 salariés, une quarantaine, de différents services, a tenu un piquet devant le parking. Un bon début pour un magasin dont la dernière grève remonte à cinq ans.

Mais à Ikea comme ailleurs, il faudra assembler ces grèves en pièces détachées pour mettre la pression sur la direction et obtenir des salaires décents !

BLAISE WRIGHT • 24/06/2025



ARCELORMITTAL, QUELLE QUE SOIT LA REVENDICATION : COMMENT L'IMPOSER ?



Ce 20 juin se tenait à Dunkerque un meeting de lutte à ArcelorMittal, qui menace près de 650 emplois sur tout le territoire. Ceux de Dunkerque ont été rejoints par des salariés du site voisin d'ArcelorMittal Mardyck ainsi que de la chimie : Versalis (ex-Copenor), DK6 et bien d'autres venus de toute la France. Des actions, débrayages et rassemblements étaient prévus ailleurs, comme au Creusot où une centaine de personnes se sont aussi rassemblées.

DERRIÈRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS : QUATRE SITES MENACÉS DE FERMETURE !

Beaucoup en sont certains, les 650 suppressions de postes cachent en fait la fermeture programmée de quatre sites ArcelorMittal d'ici 2029 : Dunkerque, Basse-Indre, Montataire et Florange... Alors qu'ArcelorMittal ne prétexte même pas une absence mais seulement un « manque de rentabilité » pour réduire ses investissements dans la décarbonation en Europe et faire marcher la machine à subventions.

NATIONALISATION SOUS CONDITION DE MAJORITÉ PARLEMENTAIRE ?

La banderole de la tribune réclame la « Nationalisation totale et définitive, sous contrôle des travailleurs ». Revendication nuancée par l'intervention de Gaëtan Lecoq de la CGT ArcelorMittal Dunkerque : « On mettra un petit peu d'eau dans notre vin [...] Je pense que cette idée de nationalisation est possible. [...] On peut trouver un projet de loi trans-partisan. Et j'ai une question à vous poser : quelle sera la position du RN ? »

En effet, Macron a dit non à la nationalisation d'ArcelorMittal : si les seuls alliés des travailleurs sont les élus pour une majorité parlementaire, il faudra donc que l'arc s'étende aussi à l'extrême droite... que la CGT a pourtant bien raison de dénoncer.

LES ÉLUS ET DÉPUTÉS SONT-ILS LES SEULS ALLIÉS DES TRAVAILLEURS EN LUTTE ?

Contre les licenciements, suppressions de postes ou fermetures, on peut porter bien des

revendications et mots d'ordre, y compris « la nationalisation » : totale, partielle, temporaire, sous contrôle de l'État ou des ouvriers, de leurs représentants (syndicaux ou pas), de leurs organisations (issues de la lutte ou pas)... Toutes ces perspectives ne se valent pas et méritent d'être discutées. Mais les ouvriers de la sidérurgie le savent bien et Gaëtan Lecoq le rappelait lui-même au siège d'ArcelorMittal le 13 juin : « C'est bien beau de nationaliser, mais s'il n'y a plus d'emplois... ! »

C'est bien un mouvement d'ensemble [...] qui permettrait d'imposer l'interdiction des licenciements.

Quelles que soient les revendications - des indemnités au « maintien de l'emploi » en passant par une nationalisation -, on ne peut les opposer les unes aux autres, car, qu'on le veuille ou non, toutes participent à leur manière à la lutte contre les licenciements et dépendent du rapport de force. On ne revendique pas la même chose lorsqu'on est dos au mur, isolé, ou qu'on a réussi à construire un rapport de force qui permet de revendiquer bien autre chose que des indemnités ! Mais c'est bien un mouvement d'ensemble, une lutte contagieuse, qui permettrait d'imposer l'interdiction des licenciements.

QUELLE QUE SOIT LA REVENDICATION : COMMENT CHANGER LE RAPPORT DE FORCE ?

Aujourd'hui, tout le monde le reconnaît, de Stellantis à ArcelorMittal : pas facile de mobiliser. Pourtant, dans la période actuelle, les travailleurs d'ArcelorMittal se sont faits connaître dans toute la France et pourraient avoir bien d'autres alliés que les parlementaires : les travailleurs des centaines de boîtes menacées, d'Exide Lille à Stellantis Poissy. Oui, le rapport de force changerait (y compris localement), et les revendications avec, si ces salariés des usines menacées commençaient à prendre contact en vue de se coordonner.

LÉO BASERLI • 24/06/2025

STELLANTIS POISSY ET SES SOUS-TRAITANTS : LES TRAVAILLEURS UNIS POUR IMPOSER DES GARANTIES



Mercredi 18 juin, plus d'une centaine de salariés se sont rassemblés devant le conseil régional d'Île-de-France à Saint-Ouen contre la fermeture de l'usine Stellantis Poissy (2500 salariés) et des usines sous-traitantes, pour exiger des garanties sur l'emploi et les salaires après la fin de la fabrication de la voiture que nous produisons actuellement, l'Opel Mokka. S'il n'y a pas d'annonce officielle de fermeture, les salariés savent que la direction s'y prépare, pour dans 18 mois environ.

Face aux médias, ils ont pu évoquer les mensonges et les négociations secrètes depuis des mois entre la direction, les milliardaires qataris propriétaires du PSG (intéressés pour racheter le terrain pour y construire un stade) et des politiciens comme Valérie Pécresse, présidente du conseil régional, qui a annoncé sur France Info que notre usine ne fera plus de voitures.

Ce premier rassemblement à l'extérieur a été une réussite avec la présence d'une

cinquantaine de travailleurs de Stellantis Poissy et des salariés sous-traitants de Lear (sièges), MC Synchro (roues), Geodis (faisceaux électriques), Forvia (panneaux de porte et planches de bord) dans l'Oise, des salariés de Stellantis Douvrin dans le Nord (moteurs, 400 salariés, menace de fermeture fin 2025). Ils ont été rejoints par des postiers du centre de tri d'Achères (300 salariés proches de Poissy), eux aussi inquiétés par le projet du PSG...

L'union fait la force, hors de question de se faire virer en silence ! Nous nous sommes quittés en nous disant que nous allons tout faire pour devenir le pire cauchemar de la direction et de ses amis politiciens. Et la meilleure manière, c'est de se coordonner avec d'autres travailleurs d'encore plus d'entreprises de l'automobile et d'autres secteurs pour faire reculer l'ensemble du patronat.

CORRESPONDANT • 24/06/2025

ATELIERS SNCF DE QUATRE MARES (ROUEN) : PERSONNE NE BOSSERA DANS CES CONDITIONS !

Avec les chaleurs caniculaires, des ouvriers d'équipe d'après-midi se sont retrouvés plusieurs jours de suite à bosser dans les trains à plus de 30 degrés, alors que l'accès à l'eau est très limité dans les ateliers. Par exemple, seulement deux équipes sur six du hall C ont des fontaines à eau sur leur poste, des bidons de 30 litres, à peine réfrigérés et les ventilateurs sont aussi rares que les bons salaires !

Vendredi 13 juin, après une gueulante poussée lors d'une réunion d'équipe, « si on n'a pas d'eau, on ne va pas bosser », c'est une grosse majorité de l'équipe, rejoints par quelques autres collègues, qui a débrayé une bonne heure parce que « y a que ça qu'ils comprennent ». La promesse d'une fontaine à eau supplémentaire dans la prochaine quinzaine a été arrachée... La SNCF n'en sera pas ruinée.

Pas assez d'eau pour se désaltérer, par contre, lundi 16 juin, en arrivant au travail, les cheminots ont découvert beaucoup de fosses et les vestiaires remplis d'eau croupie et de vase après les gros orages qui ont frappé toute l'agglomération dans la soirée du 13 juin. Un problème récurrent à Quatre Mares, entre la station d'épuration à bout de souffle et la toiture en mode gruyère. Le nettoyage a été fait dans l'urgence par certains cheminots, notamment des intérimaires... à qui la direction a généreusement offert un croissant pour l'effort. Encore une chance, aucun bout de la toiture amiantée n'a été abîmé par l'orage, comme cela a déjà été le cas. À force de ne pas vouloir réparer ce toit, la direction met tout le monde en danger.

Pour couronner ses exploits, la direction n'a rien trouvé de mieux que de se mettre à

Exploitation débridée : La Poste condamnée pour manquement à son « devoir de vigilance »

Nouveau podium pour La Poste : le 17 juin, elle est devenue la première entreprise à être condamnée pour manquement à son « devoir de vigilance ». Adoptée en 2017, cette obligation vise à astreindre les sociétés mères et donneuses d'ordre, qui sous-traitent aux pires conditions des pans entiers de leurs activités, à un contrôle minimal sur leurs sous-traitants... Ce faisant, la loi garantit ainsi l'impunité aux grands groupes qui respecteraient les quelques mesures d'affichage imposées. Sauf qu'à ce petit jeu, La Poste vient de perdre.

L'ESCLAVAGE MODERNE DE LA SOUS-TRAITANCE, UN MODÈLE ÉCONOMIQUE

Attaquée par la fédération SUD PTT, elle s'est fait épingle pour manque de précision de son « plan de vigilance » censé recenser les « risques » – euphémisme légal pour éluder la responsabilité des entreprises dans les atteintes à la santé et à la sécurité des travailleurs. Exemple soulevé par la cour d'appel : La Poste se targue d'imposer à ses sous-traitants de vérifier les permis des chauffeurs, alors que les accidents sont bien davantage dus au défaut d'équipement de protection... Une hypocrisie habituelle pour ce groupe qui, d'un côté, se vante de signer des accords, et de l'autre, utilise l'inaptitude pour licencier à tour de bras (le nombre de ces licenciements a été multiplié par cinq depuis 2016) ou encore poursuit des militants syndicaux au pénal pour le simple fait d'avoir fait grève...

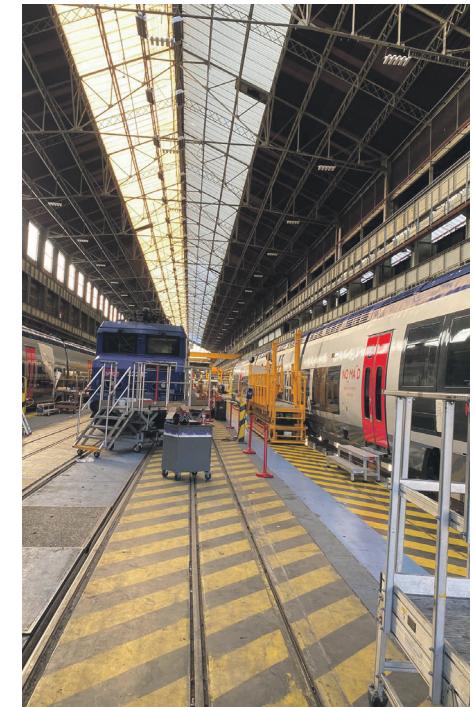
À L'ORIGINE DU PROCÈS, LA GRÈVE DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS CONTRE L'EXPLOITATION ET POUR LA RÉGULARISATION

Si la cour enjoint La Poste de préciser son « plan de vigilance », c'est aux postiers

qu'il reviendra d'être vigilants. D'ailleurs la condamnation n'apporte pas grand-chose de concret : toujours pas de régularisation des travailleurs sans papiers exploités par La Poste et ses sous-traitants, par exemple. Pourtant, c'est leur grève, chez DPD et Chronopost en Île-de-France, qui est à l'origine de ce procès. Une lutte qui dure depuis des années, contre cet esclavage moderne qu'est la sous-traitance et ses conditions de travail infernales, dont La Poste est responsable puisqu'elle rémunère ses sous-traitants au nombre de colis, avec des pénalités en cas de retard. Il avait même fallu un procès pour que La Poste soit condamnée suite à la mort de l'un d'entre eux, en 2012 – noyé en tentant de récupérer un colis dans la Seine – car elle niait qu'il travaillait indirectement pour elle. Malgré tout, ce modèle économique est assumé comme tel par Philippe Wahl, PDG du groupe, qui déclarait devant l'Assemblée en 2021 : « Nous avons besoin de la sous-traitance [...] Si les conditions sociales des facteurs étaient transposées sur tous les salariés de Chronopost, cette société disparaîtrait. »

Cerise sur le colis : La Poste avait cru bon s'entourer de gros calibres pour sa défense en prenant Bernard Cazeneuve comme avocat, elle doit donc sa condamnation à l'ex-Premier ministre ! Un revers mémorable puisque c'est sous son mandat que la loi avait été adoptée en 2017. Contexte humiliant donc, pour celui qui vient de faire son « grand retour » en politique, après avoir été désavoué par le PS, qu'il appelle désormais à « rompre avec la FI » pour mieux le suivre à la Présidentielle de 2027. Souhaitons-lui de mieux servir les patrons en politique que dans son métier d'avocat, où visiblement il ne brille pas !

HÉLÈNE ARNAUD • 24/06/2025



Transports en commun lyonnais : les bus donnent de la voix, empruntons tous la voie des bus !

Cela faisait quelques années que les conducteurs de bus des TCL bus n'avaient plus exprimé leur colère quant aux salaires et aux conditions de travail de manière aussi visible. Dans le cadre des NAO, suite à la proposition révoltante d'une augmentation de 1 % de la part de la direction de Keolis Bus Lyon, la grève ce 23 juin a permis de poser des jalons pour de futurs mouvements encore plus larges. Le matin, on comptait entre 1000 et 1200 grévistes (pour 3500 salariés), dont quelques centaines se sont retrouvés à l'appel de l'intersyndicale au pied du siège social de Keolis et des bureaux du Sytral, l'autorité organisatrice de la mobilité pour le Grand Lyon

Les motifs de colère étaient nombreux, au-delà des seuls salaires : climatisations défectueuses ou manquantes par ces fortes chaleurs, matériel roulant tant bien que mal du fait de la pénurie de mainteneurs, amplitude horaire croissante avec multiplication des coupures non-payées...

Le tout ne s'étant pas amélioré avec l'alotissement : au début de l'année, suite à une décision du Sytral, l'exploitation du réseau a été divisée en deux, pour Keolis les bus et pour



une filiale de la RATP, RD Lyon, le « mode lourd » (trams, métros, funiculaires). Les conducteurs ont porté leurs revendications jusqu'au siège de la métropole pour faire pression sur les élus écologistes, responsables de cette politique. Des élus les Républicains, tout à leurs tentatives de récupération politique, sont venus quémander la sympathie des grévistes en vue des futures élections... Sans commentaire !

Même s'il n'y a pas eu d'assemblée générale pour discuter collectivement de la suite du mouvement, des grévistes ont malgré tout montré leur détermination à continuer la lutte en septembre si les négociations n'aboutissaient pas comme espéré. Les conducteurs de bus ne veulent pas rester seuls dans leur coin ! La nécessité de lutter de façon coordonnée avec le mode lourd dont certains travailleurs ont fait grève le 5 juin est revenue de nombreuses fois dans les discussions, car les conditions de travail ainsi que les salaires y sont tout aussi insuffisants. Une délégation du mode lourd était justement venue prêter main-forte, qui a été bien remarquée et grandement saluée ! Tout l'enjeu des prochaines semaines va donc être de se coordonner, de faire bloc derrières des revendications communes afin d'arracher notre dû ! Une journée encourageante qui annonce une rentrée de lutte !

CORRESPONDANTS • 24/06/2025

Retrouvez la vidéo complète sur notre site



LOI RENFORCEMENT DE LA SÛRETÉ DANS LES TRANSPORTS : DIVISER (ET SURVEILLER) LES TRAVAILLEURS POUR MIEUX RÉGNER !

Un projet de loi, adopté le 28 avril, prévoit (entre autres) une « expérimentation » de trois ans visant à autoriser le port par les conducteurs de bus et de car de caméras individuelles pendant leur service. Sous prétexte de faire de la « prévention » contre les « incivilités ». A Mayotte, où les élucubrations racistes des politiciens n'ont pas de limites, le gouvernement prévoyait même la pose de caméras extérieures sur les bus...

Une démarche qui flatte les préjugés racistes et anti-pauvres qui empoisonnent

parfois les travailleurs. En plus, ces solutions sécuritaires miracles à base de caméras embarquées permettent au patronat d'alimenter la chasse aux « fautes professionnelles » et ainsi d'accentuer la pression sur les conducteurs, qui seront constamment épiés. L'article 11 évoque des enregistrements pouvant être utilisés à des fins « disciplinaires ». Car les situations de conflits où les conducteurs se retrouvent en porte-à-faux vis-à-vis d'usagers mécontents ne manquent malheureusement pas. Et il coûte moins cher aux patrons de

fliquer les conducteurs que de former du personnel de médiation, qui pourrait bien plus efficacement désamorcer de telles situations !

Alors que la gestion capitaliste des transports se fait au détriment de la santé physique et mentale des conducteurs, le patronat se dote de tous les moyens possibles pour les prendre au piège... Le message est clair : roulez, vous êtes observés !

LENY BOLZEN • 24/06/2025



MINEURS ISOLÉS DE ROUEN : LA LUTTE JUSQU'À LA VICTOIRE !

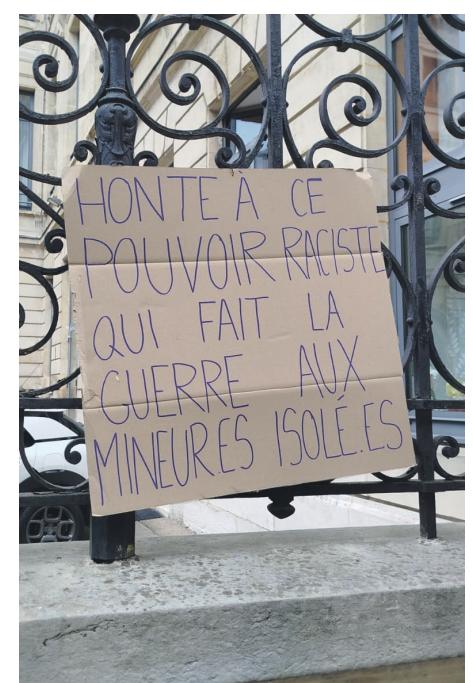
Le collectif des jeunes mineurs isolés est installé depuis vendredi 2 mai devant la préfecture pour défendre les droits à une prise en charge par l'aide sociale à l'enfance, à un logement et à une scolarisation. Sept semaines de campement, dans des conditions très précaires : sans eau courante, sans sanitaires, sans électricité, au rythme des coups de pression de la BAC et des provocations des fachos, encouragés par les rafles de Retailleau. Mais aussi sept semaines de solidarité exemplaire de dizaines de militantes et de militants se relayant nuit et jour sur le camp, de gestes de soutien de riverains, d'associations, de dons alimentaires et financiers. Et surtout sept semaines de lutte : rassemblements, manifestations, rencontres avec les élus, conférences de presse, concerts de solidarité, repas partagés avec les voisins, diffusions de tracts, participations à des événements sportifs, confection de banderoles, de pancartes...

C'est une énergie sans pareille que ces jeunes, venus au péril de leur vie depuis l'Afrique de l'Ouest, ont déployée pour se faire entendre et rendre visible leur précarité « organisée » par l'État. Et par le département de Seine-Maritime, qui soupçonne systématiquement tous ces jeunes hommes de mentir sur leur âge, sans jamais prendre le temps de vérifier leur état civil auprès des consulats de leur pays. Peu échappent à des « tests osseux », une technique sans aucun fondement scientifique utilisée pour priver de leurs droits une bonne partie de ces jeunes.

Concernant la scolarisation, le blocage est actuellement total. Malgré plusieurs manifestations devant le rectorat, plusieurs audiences avec différents représentants de la rectrice de Normandie, celle-ci persiste à refuser la scolarisation à plusieurs jeunes pourtant reconnus mineurs. Elle persiste aussi à refuser de scolariser ceux qui sont en procédure de recours ou d'appel pour faire

valoir leur minorité, pourtant attestée par des papiers officiels qu'ils ont présentés. Lundi 23 juin, la colère a éclaté devant les hautes grilles bien fermées du rectorat alors que la rectrice était à l'intérieur, indifférente à leur sort. Après trois heures de slogans et de percussions sur les portes, il a été décidé un nouveau rassemblement dès le lendemain matin, cette fois devant l'inspection académique. Cette pression est également renforcée sur le maire socialiste de Rouen, Nicolas Mayer Rossignol, qui affirme son soutien et à qui il est désormais demandé un geste concret pour une mise à l'abri immédiate de ces enfants privés d'école et de logement, au mépris de tous les droits humains.

CORRESPONDANTS • 24/06/2025



EXIDE LILLE : LA FERMETURE ANNONCÉE, LA LUTTE NE FAIT QUE COMMENCER !

A Lille, les 211 ouvriers d'Exide Technologies, fabricant de batteries au plomb pour véhicules de manutention, ont appris le 18 juin la fermeture brutale de leur usine. Depuis des années, la direction avait réduit progressivement l'activité, fermant des ateliers et laissant tourner la production à seulement 25 % de la capacité du site. Aujourd'hui, elle justifie ce plan social, prévu pour janvier 2026, par une surproduction mondiale et la montée en puissance des batteries au lithium. Mais doit-on sortir les mouchoirs pour les actionnaires de cette multinationale, présente dans plus de 80 pays

et qui emploie 10 000 salariés ? Les ouvriers menacés de licenciement n'ont pas à faire les frais des décisions de cette entreprise qui s'est enrichie sur leur dos, pendant des décennies et au prix de leur santé ! L'annonce soudaine de la fermeture a pris les salariés par surprise. Mais comme des milliers d'autres travailleurs touchés par la vague de licenciements, leur solidarité et leur mobilisation peuvent prendre les patrons de court. Rien n'est joué tant qu'ils restent unis face à la direction.

CORRESPONDANTS • 24/06/2025

De Meo s'en va : un vrai plan de départ volontaire chez Renault !



Luca de Meo a annoncé quitter son poste de directeur-général d'ici le 15 juillet pour prendre la tête du groupe Kering, l'empire du luxe possédé par le milliardaire François Pinault. Les salariés ne regretteront pas de Meo et la casse sociale qu'il a orchestrée ces dernières années.

À l'été 2020, Luca de Meo est débauché du groupe Volkswagen pour appliquer une thérapie de choc chez Renault. Son plan baptisé « Renaultion » n'a rien de révolutionnaire : restaurer les profits des actionnaires en baissant les coûts et en vendant plus cher.

Les prix des voitures grimpent en flèche tandis que la direction pressure les salariés. Entre 2020 et 2025, le groupe supprime 70 000 postes dans le monde, dont 8 000 en France. L'usine de Choisy-le-Roi est fermée, plusieurs sous-traitants sont liquidés, des milliers de salariés prestataires et intérimaires sont mis dehors des usines et des centres techniques. Pour éviter des licenciements (et les quelques contraintes légales encore liées à cette procédure), De Meo lance de nouveaux plans de départs volontaires...

en poussant les salariés vers la sortie quand ils ne sont pas assez « volontaires ». Ceux qui restent subissent la hausse des cadences.

Plus que le départ du patron, c'est bien son bilan qui a de quoi inquiéter les salariés sur leur avenir. De Meo devait annoncer un nouveau plan baptisé « Futurama » d'ici la fin de l'année. Il est parti avant, mais pas les mains vides, puisqu'il venait de négocier une rémunération record de 13 millions d'euros pour l'année 2024. Un bon début pour entrer dans le secteur du luxe !

HUGO WEIL • 24/06/2025

Retrouvez l'article complet sur notre site



SALON DU BOURGET : GRÈVE ET MANIFESTATION CONTRE LES NUISANCES SONORES DES ENGINS DE MORT

Tous les deux ans c'est la même pagaille dans le ciel de Dugny et du Bourget (Seine-saint-Denis). Le jeudi 19 juin, le lycée Germaine-Tillon du Bourget organisait l'épreuve de philo du bac sous la canicule et dans le bruit des Rafale. Les collèges Didier-Daurat et Jean-Baptiste-Clément et toutes les écoles de la zone subissent aussi les nuisances sonores de la trentaine d'essais aériens quotidiens pendant deux semaines de répétition puis de démonstrations publiques.

Ces nuisances sont en soi d'autant plus intolérables qu'elles s'imposent aux riverains et aux écoles sans leur demander leur avis, et au seul bénéfice des industriels de l'armement. Si le salon du Bourget se targue d'être la grande foire mondiale de toute l'aviation, ce sont surtout des commandes d'engins de mort et de missiles qui y sont signées.

En « contrepartie », les écoles du Bourget et de Dugny touchent une subvention estimée à 250 000 euros de la part du Salon du

Bourget. Ainsi, tous les deux ans, les organisateurs « offrent » des sorties scolaires aux élèves des écoles concernées pour échapper au bruit des avions. Une broutille pour les marchands d'armes. Et une illustration de la flagrante différence de moyens entre les investissements de l'industrie d'armement et la pauvreté des dépenses pour l'éducation.

C'est pourquoi, les enseignants et surveillants du collège Didier-Daurat ont décidé de faire grève jeudi 19 juin et participé à la manifestation contre la guerre organisée le samedi suivant. Une réussite, malgré la tentative scandaleuse de la préfecture de l'empêcher et d'intimider les opposants par une policière dans les locaux de la bourse du travail. Intrusion qui s'est achevée par la confiscation de ballons, de sifflets et de banderoles. Que des armes de destructions massives !

CORRESPONDANTE • 21/06/2025

Décret chaleur au travail : les patrons libres de faire suer

Le décret du 27 mai 2025, applicable au 1^{er} juillet, prétend renforcer la protection des travailleurs exposés à la chaleur. Une politique d'affichage, alors que les accidents du travail en France ne cessent d'augmenter. Les obligations énoncées – évaluer les risques, les réduire, former, fournir des équipements de protection individuelle – existaient déjà dans le Code du travail, applicables à tous les risques. Ce qui change ? Leur déclinaison aux vagues de chaleur, définies par les alertes Météo-France : jaune, orange ou rouge. Sauf qu'en 2024, la majorité des décès liés à la chaleur sont surveillés lors de vigilances... vertes. Et que souvent, c'est à l'intérieur qu'il fait le plus chaud chaud, parce que les machines tournent, que les ventilations sont en rade, etc.

Au pire donc, ce décret offre de quoi se dédouaner aux employeurs amenés à répondre de malaises ou décès devant un juge. Ce qui est déjà assez rare.

Côté coercition, le décret introduit la possibilité de mise en demeure préalable à procès-verbal par l'inspection du travail. Avant toute sanction, l'employeur sera invité à se mettre en conformité dans un délai de huit jours maximum. Pendant ce temps-

là, ceux qui bossent sous une chaleur accablante peuvent patienter. Pourquoi ne pas permettre l'arrêt d'activité, comme c'est déjà le cas pour les risques d'électrocution ou de chute ? Parce que ça coûterait trop cher : retards de chantiers riment avec pénalités, les machines industrielles sont rentabilisées quand elles tournent en continu, et les serres de jardinerie doivent bien ouvrir pour vendre.

Le minimum aurait été d'identifier des seuils de températures, déclenchant de réelles obligations pour les patrons et permettant de sécuriser les droits de retrait des salariés. L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) indique 28 °C maximum pour les travaux physiques. Avec les canicules qui se multiplient, il y a urgence à placer la santé des travailleurs au-dessus des profits, mais cela ne se déclare pas, ça s'impose.

VAL ROMERO • 24/06/2025

**APRÈS LA RÉUSSITE DU 12 JUIN POUR LES 5 DE LA POSTE DU 92,
CONTINUER À DONNER DE L'ÉCHO À LA BATAILLE POUR LA RELAXE**

Préparer la mobilisation du 10 juillet pour le rendu de jugement

Plus de 600 personnes étaient présentes lors du rassemblement des « cinq » de La Poste du 92 (Hauts-de-Seine). Parmi les participants, près de 200 postières et postiers, dont un peu plus d'une centaine de la région parisienne. Un large panel syndical et politique était présent. Le rassemblement a duré toute la journée, l'audience s'est terminée à 23 h 15.

UN DÉROULEMENT DE L'AUDIENCE MARQUÉ PAR LA MOBILISATION

La durée de l'audience s'explique par la volonté du juge, qui se savait observé, de donner la possibilité à toutes les parties de s'exprimer. Le procureur a requis entre 140 et 70 heures de TIG (travaux d'intérêt général) pour les cinq camarades, qui, s'ils n'étaient pas effectués, aboutiraient à une peine de prison. L'objectif d'une telle peine : donner l'impression d'une condamnation « légère » pour réduire la mobilisation.

LES CONSÉQUENCES D'UNE ÉVENTUELLE CONDAMNATION

Toute condamnation, même relativement « faible », serait funeste. Elle serait instrumentalisée pour faire obstacle au militantisme des camarades. Quel meilleur prétexte pour empêcher l'intervention dans les bureaux de poste que de dire qu'on a affaire à des délinquants ? Et elle constituerait une prise pour de nouvelles poursuites judiciaires, un encouragement à la spirale patronale répressive en somme, y compris au-delà des « cinq » du 92. Voilà pourquoi la mobilisation pour la relaxe doit se poursuivre.

UNE PROCÉDURE DISCRIMINATOIRE

La direction de La Poste disposait lors de la grève de 2014 d'un trombinoscope de plusieurs dizaines de grévistes. Il a été cité et montré à l'audience. Pourquoi donc seules cinq personnes, toutes mandatées syndicales à l'époque des faits, sont-elles poursuivies ? Une discrimination flagrante, et donc une raison en soi pour la relaxe !

DES ACCUSATIONS DE « VIOLENCES » TARDIVES ET SANS FONDEMENTS

Le 13 février 2014, après plusieurs semaines de grève pour réclamer l'embauche en CDI de collègues précaires, les grévistes et les camarades se rendent au siège social pour demander des négociations. La direction tente d'interdire l'accès audit siège, pourtant ouvert à tous les postiers, en plaçant des vigiles qui provoquent une bousculade. La responsable de la sûreté du siège de La Poste qui accuse les camarades de violences met dix jours à porter plainte après les faits du 13 février 2014 : cette première plainte ne mentionne aucune violence, tout comme omet de faire acte de violence le constat d'huissier dressé au moment des faits.

Il faudra attendre une deuxième plainte le 27 février - soit 14 jours après les faits -, déposée au moment même où Gaël Quirante passe en entretien préalable au licenciement, pour que l'accusation de violence sorte du chapeau.

Aucun document attestant d'un accident du travail le 13 février n'est dans le dossier. La responsable ne produit un arrêt maladie qu'à partir du 8 mars 2014, plus de trois semaines après les faits.

LA VIDÉOSURVEILLANCE MONTRÉ L'ABSENCE DE FONDEMENT DES ACCUSATIONS

Les images de vidéosurveillance du 13 février 2014 ont été diffusées lors de l'audience. Elles montrent de manière flagrante l'absence de toute violence des camarades à l'encontre de la responsable de la sûreté. La responsable de la sûreté du siège a elle-même déclaré en pleine audience que les

accusations de l'avoir « traînée au sol » n'étaient pas vraies : « je n'ai jamais dit ça », a-t-elle déclaré. L'acte d'accusation et la procédure avec une instruction de 11 ans ont donc été bâties... sur des faits inexistant ! Toute la procédure devrait donc être abandonnée.

VIOLATION DE DOMICILE : C'EST TOUJOURS NON !

Nous devons continuer à marteler que toute condamnation pour « violation de domicile » pour une simple venue au siège de sa propre entreprise pendant une grève équivaudrait à une grave remise en cause du droit de grève. Quant aux accusations de « dégradations », elles étaient tellement fantaisistes que même le procureur a demandé la relaxe sur ce grief...



RÉVÉLATIONS EN SÉRIE SUR LES MÉTHODES CRAPULEUSES DE LA DIRECTION DE LA POSTE

Dans les jours précédant ou suivant le procès, plusieurs révélations ont été faites concernant les méthodes particulièrement problématiques de la direction de La Poste. Le classement discriminatoire des postiers lors des réorganisations, avec les « alignés » qui « obéissent » mais aussi les « irréconciliants » et « opposants » qui « se rallieront au projet sous la contrainte ». Difficile de ne pas penser au traitement infligé aux cinq du 92... Le média *Blast* a aussi souligné que le journaliste d'*Envoyé spécial* qui avait fait le reportage sur La Poste à la rentrée 2019 avait été contacté par La Poste pour tenter de faire passer Gaël pour un djihadiste, pour éviter toute médiation du combat des camarades. Ce qui montre jusqu'où est prête à aller la direction !

LA MATIÈRE PREMIÈRE DES PROFITS

Et cerise sur le gâteau, La Poste est la première entreprise à s'être fait condamner pour manquement au « devoir de vigilance » : elle a sciemment recouru de manière systématique à la sous-traitance du tri et de la distribution des colis express (DPD, Chronopost), un secteur particulièrement lucratif... mais aussi caractérisé par les abus infligés aux travailleurs sans-papiers. Geopost, la holding qui englobe DPD, Chronopost et d'autres filiales génère 16 milliards de chiffre d'affaires sur les 34 qu'a fait le groupe en 2024.

En un mot : Philippe Wahl, PDG sortant du groupe, a mené pendant qu'il était à la tête de La Poste une politique particulièrement violente et destructrice vis-à-vis des intérêts des postiers et de la population par la dégradation très marquée de la qualité du service.

Le délibéré (décision du tribunal) a été fixé au 10 juillet à 13 h 30.

Des rassemblements seront organisés à cette occasion, notamment à Paris.



ORGANISATIONS ET COLLECTIFS PRÉSENTS :

Union syndicale Solidaires, Fédération SUD-CT, Fédération SUD-PTT, Solidaires Informatique, SUD-Rail Paris Saint-Lazare, SUD-Rail Gare du Nord, SUD Stellantis Poissy, SUD AP-HP, SUD Industrie Francilien, Fédération CGT Commerce, CGT SSCAT, CGT Safran Nacelles, CGT CRAMIF, CGT EDUC 95, CGT Systra, UD CGT Moselle, CGT Territoriaux Moselle, CGT Geodis Calberson, Collectif CGT Monoprix IDF, CGT TUI France, CGT Metro, Info Com CGT, CGT HPE, UL CGT Guingamp, UL CGT Gennevilliers-VLG, UL CGT Sotteville Oissel, UL CGT Elbeuf, CGT TCL Mode Lourd, CGT Keolis Porte des Alpes, CGT FAPT Postaux Paris Solidaires 92, Solidaires 94, Solidaires 76, SUD Éducation 76-27, Solidaires informatique 76, SUD Santé Sociaux 76 SNUIPP 92, FSU 92, FSU 33 UNEF, UNEF Nanterre, UNEF Grenoble, UNEF Lille, UNEF Lorraine, UNEF Le Mans EuroPalestine Fanfare Invisible LFI, PCF, NPA-A, LO, RP, NPA-R, PT, PEPS, Les Verts, LTF

RASSEMBLEMENT LE 10 JUILLET 2025 À 12 HEURES, TRIBUNAL DE PARIS, PORTE DE CLICHY



EXPOSITION

ARTEMISIA : HÉROÏNE DE L'ART

EXPOSITION AU MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ, JUSQU'AU 3 AOÛT 2025

À la croisée de l'art et du combat, Artemisia Gentileschi, artiste italienne de la Renaissance, s'est imposée comme une pionnière qui fit de sa condition de femme une arme créatrice. Le musée Jacquemart-André (Paris 8^e) lui consacre jusqu'au 3 août une exposition.

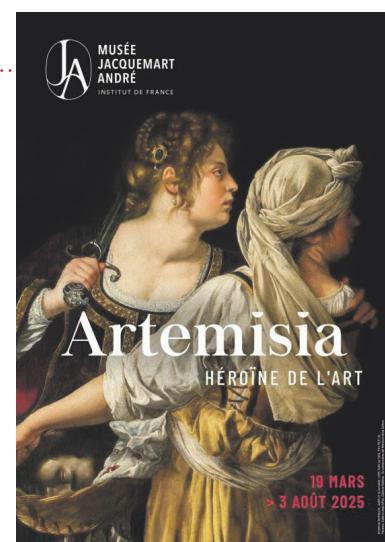
Née en 1593 à Rome, Artemisia Gentileschi bénéficiera toute son enfance des enseignements de son père, le peintre Orazio Gentileschi qui travailla avec Caravage, initiateur de l'esthétique du clair-obscur. Son approche avant-gardiste, tant sur les thèmes choisis que par le style baroque affirmé, fera sans cesse écho à l'agression qu'elle a subie à dix-huit ans, lorsqu'Agostino Tassi, son précepteur, ami de son père, la viola. Cet événement s'exprimera en filigrane dans de nombreux tableaux, comme dans *Judith décapitant Holopherne* (1612). Dans ce tableau, Gentileschi ne circonscrit pas la femme au rôle de victime. C'est l'homme, Holopherne, qui est écrasé et la femme qui agit. *Cléopâtre*, *Lucrece*, *Marie-Madeleine*...

autant de personnages auxquels elle prêtera ses traits comme une projection d'elle-même via ces sujets féminins forts.

On a parfois tendance à réduire la touche d'Artemisia Gentileschi à l'influence du Caravage, alors même que le traitement de certains des sujets qu'ils abordèrent tous deux se trouve aux antipodes l'un de l'autre (cela est éloquent lorsque l'on compare leurs *Judith* respectifs). Constatons également à quel point un seul nom peut éluder tous les autres : on retient Gentileschi tout en invisibilisant ses consœurs contemporaines. Elles sont pourtant nombreuses ! Lavinia Fontana excellait en tant que portraitiste de personnalités humanistes et s'employait comme Gentileschi à la pratique de l'autoportrait. Fede Galizia peindra également son *Judith* en lui apprêtant fierté et satisfaction dans son geste.

Artemisia ne fut pas simplement une grande peintre du XVII^e siècle. Son pinceau donna corps à des héroïnes qui résistent, frappent, choisissent, s'émancipent. Si ses tableaux furent longtemps relégués au second plan, ils brillent aujourd'hui d'un éclat intact.

MARC CHARLIN • 24/06/2025



CRITIQUE COMPLÈTE
SUR NOTRE SITE



**RETRouvez
GRÈVONS ET VICTOIRE,**
LES FILMS SUR LA GRÈVE DES
POSTIERS ET POSTIÈRES DU 92
DE 2018-2019

À VOIR EN VOD
SUR VIMEO !



**CAMP D'ÉTÉ
INTERNATIONALISTE**

30.07 - 03.08

Construire un pôle
des révolutionnaires

Ségovie



AVANT-GOÛT DU PROGRAMME DES RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

DIMANCHE 24 AOÛT

**EXPLOITATION, RACISME, SEXISME...
UNE SOCIÉTÉ À RENVERSER !**

- La dictature du capital est-elle en train de faire tomber ses masques pseudo-démocratiques ?
- « Tous les hommes ? » En finir avec la domination masculine et ses ravages ordinaires
- Comment combattre le poison du nationalisme économique dans les entreprises ?
- Le marxisme et la lutte contre le racisme : une actualité brûlante
- ... et bien plus encore (l'essor des pseudosciences, les travailleurs face aux catastrophes climatiques, le capitalisme et le monde de l'art...)



MEETING
avec nos porte-paroles
SELMA LABIB & GAËL QUIRANTE

LUNDI 25 AOÛT

**L'INTERNATIONALISME :
POUR UN MONDE SANS PATRONS NI FRONTIÈRES !**

- Kanaky, Mayotte... il n'est pas fini le temps des colonies !
- Les révolutionnaires et les mouvements de solidarité internationaliste : du Viêt-Nam à la Palestine
- Quelles évolutions du capitalisme... et quelles implications politiques ?

... mais aussi l'antimilitarisme dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire ; assiste-t-on à la fin de la "Françafrique" ? , la question aujourd'hui du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »...



MARDI 26 AOÛT

**COMMENT CHANGER LE MONDE ?
UNE STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE
POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME**

- Mai 68 : forces et faiblesses de l'extrême gauche
- La révolution cubaine : de son origine sociale aux problèmes rencontrés... la question de la révolution permanente
- Face à la répression politique et patronale, que faire, comment faire bloc ?

... et la guerre des paysans allemands de 1524-1526, la fin du franquisme, la question du programme pour les révolutionnaires...



MERCREDI 27 AOÛT

**PLÉNIER SUR L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
À CONSTRUIRE**



Chaque jour, des ateliers culturels, artistiques et scientifiques divers pour aiguiser notre curiosité sur le monde !

Programme complet à retrouver bientôt sur notre site : npa-revolutionnaires.org/rencontres-dete-revolutionnaires-2025/

Vague de chaleur en France, incendies en Grèce : Notre planète brûle pour leurs profits

KARYES, ÎLE DE CHIOS, GRÈCE, 22 JUIN 2025
PANTELIS FYKARIS/AP/SIPA

C'est, en pleine vague de chaleur européenne, un groupe d'anciens chercheurs du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) qui affirme qu'il est désormais impossible d'atteindre le but fixé lors de la COP21 de freiner le dérèglement climatique à 1,5 °C. Cela signifie une multiplication des canicules, des méga-feux, des tempêtes, sécheresses, inondations et déplacements meurtriers de population (500 millions de réfugiés climatiques d'ici 2050). Et la machine s'emballe, alors que les émissions de gaz à effet de serre ont atteint des records en 2023.

Les rapports des scientifiques et les signaux d'alarme ne datent pas d'aujourd'hui, mais les gouvernements et indus-

triels prouvent tous les jours depuis des années leur incapacité à faire face au problème. En 2019, alors que les mobilisations de jeunesse *Fridays for Future* parcouraient l'Europe, le gouvernement français a monté une convention citoyenne pour le climat, servant d'écran de fumée pour donner l'illusion de se préoccuper de l'écologie tout en limitant les mesures restrictives pour les industriels.

Deux ans plus tard, Macron chantait les louanges des accords de Paris, signés lors de la COP21, dont aucun des objectifs n'a été atteint. Y compris par la France, dont le ministre de l'Industrie et de l'Énergie se préoccupe moins d'écologie que des profits du patronat français, en donnant à « *l'industrie lourde la possibilité de produire en France, sans relâcher dans l'atmosphère le carbone qu'elle produit inévitablement* ». En bref : laisser les exploiteurs polluer sans vergogne, du moment qu'ils enfouissent ou exportent leurs déchets à l'autre bout de la planète. Comme si le dérèglement climatique s'arrêtait aux frontières !

L'extrême droite vole elle aussi au secours des pauvres patrons martyrisés par le peu de normes écologiques existantes : suppression des mesures anti-greenwashing, attaques contre le solaire et l'éolien, etc. La diffusion des discours climato-sceptiques vise à briser le consensus scientifique et à passer en force, à la manière de Trump et son « *drill, baby, drill* », afin de maintenir et renforcer les profits liés à la production et consommation d'hydrocarbures.

En face des discours réactionnaires, certains industriels maintiennent leur volonté de « passer au vert »... Ainsi, le secteur chinois des technologies « propres » représente 1 736 milliards d'euros. Mais derrière ces productions de panneaux solaires, voitures électriques et éoliennes, les processus de fabrication continuent de se servir massivement du charbon et d'autres procédés très polluants.

Climatoscepticisme ou capitalisme vert, les différentes bourgeoisies usent de l'un et de l'autre dans le cadre de leurs guerres commerciales, quitte à changer de politique industrielle en fonction de la situation et de leur accès aux ressources, liées aux luttes impérialistes pour le partage du monde, notamment au Moyen-Orient ou autour des terres rares.

Seuls les travailleurs et travailleuses, qui subissent les premiers les désastres écologiques, peuvent agir rationnellement sur la production et ses effets sur le climat. Le mouvement mondial massif *YouthForClimate* avait réussi à mettre la question écologique au-devant de la scène. Les travailleurs aussi ont intérêt à se battre pour un avenir meilleur, en adéquation avec notre environnement, en mettant l'industrie sous contrôle ouvrier !

CHARLOTTE MALER • 24/06/2025

Sélection à l'université : La lutte pour le droit à étudier continue !

Comme chaque année depuis sa mise en place en 2018, l'annonce des premiers résultats de Parcoursup (la plateforme de sélection à l'entrée de l'université) génère nombre de réactions sur les réseaux et de la colère dans la jeunesse. Une colère légitime face à un véritable tri social et raciste accentué à chaque rentrée par le gouvernement, laissant plus d'un tiers des candidats - 295 000 en 2024 (280 000 en 2023) - sans aucune option de poursuite d'études ! Plusieurs centaines de milliers de jeunes sortis du lycée, privés de faire les études de leur choix, car ils ne viennent pas du bon quartier, de la bonne famille ou de la bonne nationalité ! Et cette sélection s'applique également à la sortie de la licence avec la plateforme MonMaster. L'an dernier, 37 % des candidats n'ont pas eu de place en master.

S'ORGANISER POUR LUTTER

Face aux projets du ministère d'exclure encore plus les enfants d'ouvriers ou issus de l'immigration des études supérieures, des équipes militantes et syndicales prennent dans plusieurs universités la question de la lutte contre cette sélection à bras-le-corps.

Chaque année, les mobilisations des collectifs de sans-facs ont permis d'arracher des inscriptions aux présidences des facs. Déjà, on voit fleurir à Lyon, à Lille, à Nanterre, Grenoble ou encore à Metz des permanences de recensement des cas de « sans-facs », dans l'objectif de les recenser, les regrouper en vue de faire des recours collectifs et d'organiser la mobilisation pour exiger une place dans la filière de leur choix. Car il est possible de contester les refus. Ces sections syndicales prévoient d'ores et déjà des actions et des assemblées générales ouvertes aux sans-facs et à leurs soutiens en juillet pour commencer à organiser la mobilisation. Cette question s'inscrit dans le contexte de lutte contre les coupes de budget dans les universités, contre lesquelles une journée de grève étudiante est déjà prévue à la rentrée.

Et pour cause, ces offensives du gouvernement contre les

étudiantes et les étudiants ont comme objectif de faire des économies dans le budget des facs en réduisant le nombre de jeunes qui peuvent accéder aux études supérieures, d'adapter les formations aux intérêts du patronat et favoriser l'enseignement privé. Ce dernier s'est construit en profitant du renforcement de la sélection dans le public : de 2010 à 2022 le nombre d'étudiants dans le privé a grossi de 72 % contre 10 % dans le public.

Cet état de fait délétère s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement tant à la santé qu'à l'enseignement, réduisant les financements des services publics. Concrètement, dans les universités, entre 2008 et 2024, si le nombre d'étudiants a augmenté de 31 %, le budget de l'enseignement supérieur n'a progressé que de 4 % : le budget par étudiant a baissé de 20 %. En parallèle, le budget de la défense progresse...

de 7 % par an en moyenne depuis 2017, selon le ministère des Armées.

Pendant que Philippe Baptiste (ministre de l'ESR) est occupé à se pavane au salon du Bourget, et que les présidences de fac se lancent dans des chasses aux sorcières ubuesques contre les militants qui combattent les politiques de casse du service public, les étudiants s'organisent pour une fac ouverte aux enfants d'ouvriers. Le NPA-Révolutionnaires apporte son soutien aux sans-facs qui se battent pour leurs droits ! Face aux attaques que prépare ce gouvernement, il est nécessaire d'organiser une force contre l'État et l'ensemble de ses relais !

BENJAMIN PALKA • 24/06/2025



SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉvolutionnaires ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : [NPA Jeunes Révolutionnaires](https://www.facebook.com/npa-jeunes-revolutionnaires) | X (TWITTER) : [@npajeunes_revo](https://twitter.com/npajeunes_revo) INSTAGRAM : [@npajeunes_revo](https://www.instagram.com/npajeunes_revo)

**NPA
JEUNES
RÉvolutionnaires**